

**Commission économique pour l'Europe**

Conférence des statisticiens européens

**Groupe d'experts de la comptabilité nationale**

Vingt-troisième session

Genève, 23-25 avril 2024

Point 2 e) de l'ordre du jour provisoire

**Progrès réalisés dans l'élaboration du Système de comptabilité nationale 2025 : Bien-être et durabilité****Comptabilité nationale au Costa Rica : distribution du revenu, de la consommation et de l'épargne des ménages****Document établi par la Banque centrale du Costa Rica<sup>1</sup>***Résumé*

Les comptes nationaux distributifs permettent d'identifier les facteurs d'inégalité entre les ménages, de les mesurer et d'étudier leur évolution. Dans la présente étude, la Banque centrale du Costa Rica décrit l'élaboration de mesures distributives du revenu, de la consommation et de l'épargne et présente les résultats par quintile de revenu, puis ventilés par sexe et par activité économique de la personne de référence, pour l'année 2018. La méthode employée pour présenter les premiers résultats de l'étude expérimentale repose sur une combinaison de sources de données microéconomiques et macroéconomiques, conformément aux recommandations en cas de disparités dans les comptes nationaux formulées par le Groupe d'experts sur les disparités dans les comptes nationaux de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et de l'Office statistique de l'Union européenne (Eurostat) et repose sur les notions et agrégats de la comptabilité nationale. Les résultats montrent que seuls les ménages du cinquième quintile ont un taux d'épargne positif. Par ailleurs, le taux d'épargne le plus élevé est enregistré dans les ménages dont la responsabilité est partagée et non dans les ménages ayant à leur tête un homme (bien que ceux-ci présentent la plus forte concentration d'épargne), tandis que les ménages ayant à leur tête une femme enregistrent un taux d'épargne négatif. Le taux d'épargne le plus élevé par activité économique est enregistré dans l'immobilier, le plus bas dans le secteur des travaux domestiques.

<sup>1</sup> Document établi par Mariam Alfaro Navarro et Fernanda Muñoz Sibaja.



## I. Introduction

1. Les comptes nationaux permettent de rendre compte de la situation économique d'un pays et constituent un ensemble complet de statistiques macroéconomiques au niveau national. Le produit intérieur brut (PIB), qui permet de mesurer la croissance économique, est souvent utilisé pour rendre compte des progrès sociaux d'un pays. Ce n'est pourtant pas son objectif. D'autres indicateurs de comptabilité nationale, comme le revenu disponible brut et le revenu disponible brut ajusté des ménages<sup>2</sup>, ou leur richesse nette<sup>3</sup>, sont plus adaptés à cette fin, d'autant plus s'ils sont analysés en fonction de la distribution des différents groupes de ménages.
2. Les comptes nationaux permettent d'obtenir des données sur le revenu disponible, les dépenses de consommation et l'épargne d'un ménage moyen. Or ces données ne rendent pas compte des disparités entre les ménages les moins favorisés et les ménages les plus riches, selon le quintile de revenu auquel ils appartiennent, ni d'autres différences dans la composition des ménages. Les informations sur le ménage moyen dont disposent les pouvoirs publics ne sont donc pas suffisantes pour prendre des décisions qui favorisent l'égalité. Il est essentiel de tenir compte de ces disparités pour orienter les politiques économiques et les rendre plus efficaces, et, partant, pour améliorer le bien-être économique.
3. La Banque centrale du Costa Rica (ci-après la « Banque centrale ») publie des statistiques macroéconomiques sur le secteur des ménages conformément au Système de comptabilité nationale (SCN). Elle a pris part à une première étude de statistiques expérimentales<sup>4</sup> menée par la Banque mondiale<sup>5</sup> pour le Costa Rica, qui portait sur les mesures distributives concernant les ménages, initialement pour l'année 2017, avant d'être reconduite à 2018. L'objectif était de fournir aux pouvoirs publics des informations leur permettant de prendre des décisions favorisant une application efficace des politiques économiques.
4. Pour mener à bien les travaux sur les mesures distributives concernant les ménages, il a fallu combiner des sources de données microéconomiques et macroéconomiques, en application des recommandations formulées par le Groupe d'experts sur les disparités dans les comptes nationaux de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et de l'Office statistique de l'Union européenne (Eurostat).
5. Les sources de données microéconomiques utilisées sont les enquêtes menées auprès des ménages par l'Office national des statistiques (*Instituto Nacional de Estadística y Censos*, ci-après l'« INEC »). La Banque centrale remercie l'INEC pour sa contribution à l'obtention des résultats présentés ci-après.
6. On trouvera dans le présent document les résultats de l'étude menée sur la distribution du revenu, de la consommation et de l'épargne par quintile de revenu, puis ventilés par sexe et par activité économique de la personne de référence, pour l'année 2018.
7. Le présent document est organisé comme suit : à la section II, la Banque centrale expose les raisons qui ont motivé l'étude et, à la section III, la méthode et les sources de données utilisées. À la section IV, elle présente les différentes sources de revenu des ménages par quintile, ainsi que les dépenses de consommation et l'épargne de chaque groupe de ménages. À la section V, elle compare le Costa Rica à d'autres pays et, à la section VI, présente les données ventilées par sexe et par activité économique de la personne de référence

<sup>2</sup> Revenu disponible augmenté des transferts sociaux en nature, tels que les services d'éducation et de santé fournis par les administrations publiques et les institutions sans but lucratif.

<sup>3</sup> Valeur totale des actifs (financiers et non financiers) d'un ménage, diminuée de la valeur totale de son passif (dettes).

<sup>4</sup> La Banque centrale remercie José Pablo Valdés Martínez, fonctionnaire à la Banque mondiale, pour son implication dans l'élaboration du présent document.

<sup>5</sup> Les statistiques expérimentales sont des statistiques officielles en phase de test, qui ne sont donc pas matures, ce qui explique qu'elles soient encore soumises à des tests de qualité, de stabilité et de conformité aux besoins des utilisateurs. Elles peuvent en outre être modifiées en fonction des commentaires des utilisateurs concernant leur utilité et leur crédibilité.

du ménage. Enfin, à la section VII, elle soulève plusieurs considérations tirées de la présente étude et réfléchit aux suites à donner à son analyse.

## II. Justification

8. Le SCN permet d'obtenir les totaux des différentes composantes du revenu, de la consommation et de l'épargne des ménages et de comprendre les liens entre elles. Il offre une vue d'ensemble cohérente des statistiques macroéconomiques, mais ne permet pas de rendre compte des disparités de revenus, de consommation et d'épargne entre les différents groupes de ménages. Dans le *Rapport de la Commission sur la mesure de la performance économique et du progrès social* (2009), Joseph E. Stiglitz, Amartya Sen et Jean-Paul Fitoussi ont mis en lumière la nécessité qu'il y a à disposer de statistiques rendant compte du bien-être économique des personnes, expliquant ce qui suit :

« *Il est temps que notre système statistique mette davantage l'accent sur la mesure du bien-être de la population que sur celle de la production économique, et [il] convient de surcroît que ces mesures du bien-être soient resituées dans un contexte de soutenabilité.* » (par. 21).

9. En 2011, l'OCDE et Eurostat ont établi conjointement le Groupe d'experts sur les disparités dans les comptes nationaux<sup>6</sup>, dont l'objectif est d'élaborer une méthode de comparaison au niveau international grâce à laquelle il serait possible de produire des mesures des inégalités compatibles avec les notions et les totaux des comptes nationaux en s'appuyant sur des sources de données microéconomiques (par exemple, des enquêtes et des registres administratifs) qui rendent compte des inégalités économiques entre les ménages. Cette combinaison de sources (comptes nationaux et données microéconomiques sur les ménages) permet d'obtenir des comptes nationaux distributifs, qui fournissent une vue d'ensemble de la distribution du revenu, de la consommation et de l'épargne des ménages.

10. Les études menées par le Groupe d'experts sur les disparités dans les comptes nationaux relèvent des statistiques expérimentales. Cependant, la documentation méthodologique que celui-ci élabore permet à d'autres pays (non membres du Groupe d'experts) d'effectuer leurs propres calculs.

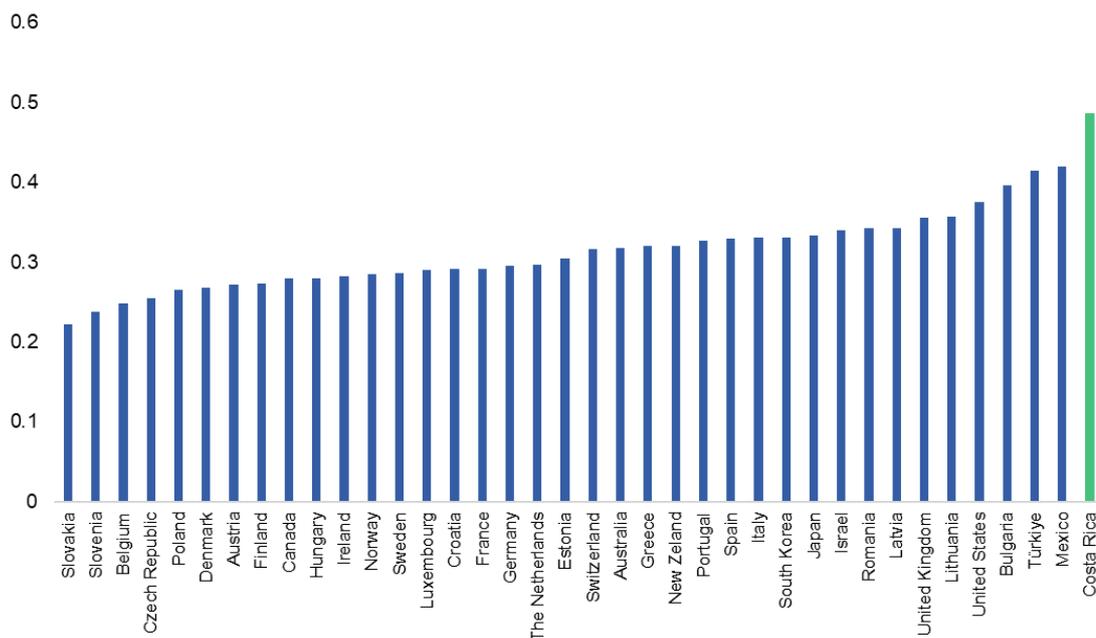
11. Les comptes nationaux distributifs permettent par ailleurs d'étudier les caractéristiques des inégalités observées entre les ménages en fonction de leur composition. Ce point est particulièrement important pour le Costa Rica, qui a, au cours des dernières années, enregistré un accroissement des inégalités mesurées par le coefficient de Gini<sup>7</sup>. D'après les estimations, le coefficient a atteint 0,524 en 2021, son niveau le plus haut depuis 1987<sup>8</sup>. Le Costa Rica se classe ainsi au premier rang des 38 pays de l'OCDE pour ce qui est des inégalités, comme le montre la figure 1.

<sup>6</sup> Le Groupe d'experts a pris part à trois études.

<sup>7</sup> Indicateur permettant de rendre compte du niveau d'inégalité de revenus dans une société donnée. Calculé par l'INEC, le coefficient est compris entre 0 et 1 : la concentration des revenus est d'autant plus forte que l'indice est élevé ; plus il est proche de 0, plus les revenus sont distribués de manière équitable. INEC. Consultable à l'adresse suivante : <https://inec.cr/indicadores/coeficiente-gini-persona>.

<sup>8</sup> Données tirées de l'édition 2022 du rapport *Estado de la Nación*, p. 84.

Figure 1  
Inégalités de revenu



Source : OCDE (2023), *Inégalité de revenu (indicateur)*, <https://doi.org/10.1787/37e2ea85-fr> (consulté le 14 juillet 2023).

Note : Mesurées par le coefficient de Gini.

12. D'après l'OCDE (2015)<sup>9</sup>, sur un horizon à vingt-cinq ans, une augmentation des inégalités d'un point de Gini aurait pour contrepartie une réduction de la croissance moyenne d'un peu plus de 0,12 point de pourcentage par an, et la baisse cumulée du PIB à la fin de la période serait de l'ordre de 3 %. En outre, l'OCDE précise que les inégalités ont un effet négatif sur la croissance par l'intermédiaire du capital humain : plus les inégalités de revenu sont marquées, moindre est la probabilité que les ménages ayant de faibles revenus investissent dans l'éducation. Elle conclut donc que la réduction des inégalités contribue à une économie plus juste et plus solide.

13. Le recours aux comptes nationaux pour étudier et mesurer les inégalités peut aider à pallier certaines insuffisances des données microéconomiques, notamment pour ce qui est de recueillir des informations sur les ménages aux revenus plus élevés. Zwijnenburg (2022)<sup>10</sup> explique que la comptabilité nationale est fondée sur un système harmonisé de notions et de définitions faisant intervenir de nombreuses sources de données qui permettent d'obtenir des résultats exhaustifs et interdépendants. Les comptes nationaux permettent de rendre compte d'éléments que ne reflètent pas les statistiques sous-jacentes et donc d'obtenir des estimations plus fiables concernant des éléments plus susceptibles de poser des problèmes de qualité en statistiques microéconomiques. La combinaison de données microéconomiques et d'agrégats de la comptabilité nationale permet donc d'améliorer la qualité globale des données distributives et de les comparer au niveau international.

14. La Banque centrale, qui compile les statistiques de comptabilité nationale, souhaite contribuer à l'enrichissement des informations statistiques afin de soutenir la prise de décisions et la politique économique. À cette fin, elle a mené une première étude de statistiques expérimentales portant sur les comptes nationaux distributifs.

<sup>9</sup> OCDE (2015), *Tous concernés : Pourquoi moins d'inégalité profite à tous*, Éditions OCDE, Paris. Consultable à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.1787/9789264235519-fr>.

<sup>10</sup> Zwijnenburg, J. (2022), The Use of Distributional National Accounts in Better Capturing the Top Tail of the Distribution. *The Journal of Economic Inequality* 20, 245-254. Consultable à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.1007/s10888-022-09534-w>.

### III. Méthode et sources d'information

15. L'approche distributive vise à obtenir des résultats reflétant la distribution des ménages. Il est dès lors important de commencer par rappeler la définition de « secteur des ménages » donnée dans l'édition 2008 du SCN :

*« Un ménage est défini comme un petit groupe de personnes qui partagent le même logement, qui mettent en commun une partie, ou la totalité, de leur revenu et de leur patrimoine et qui consomment collectivement certains types de biens et de services, principalement de la nourriture et des services de logement. En général, chaque membre d'un ménage doit avoir un certain droit sur une partie des ressources collectives de celui-ci. Il doit y avoir au moins certaines décisions concernant la consommation ou d'autres activités économiques qui sont prises pour l'ensemble du ménage. » (par. 24.12).*

16. Les ménages forment une catégorie d'unités institutionnelles, selon le SCN, et constituent l'unité d'observation utilisée dans l'établissement des comptes nationaux distributifs.

17. L'élaboration des comptes distributifs du Costa Rica concernant le revenu, la consommation et l'épargne des ménages s'est fondée sur la méthode du Groupe d'experts sur les disparités dans les comptes nationaux<sup>11</sup>. Les sous-sections ci-après présentent les principales étapes qui ont été suivies.

#### A. Étape 1 : Ajuster les totaux des comptes nationaux

18. Les mesures distributives concernent uniquement les ménages privés. Il a dès lors été nécessaire d'évaluer la nécessité d'ajuster les totaux des comptes nationaux et notamment : i) de séparer les données concernant les ménages de celles concernant les institutions sans but lucratif au service des ménages, si les données pour ces deux groupes étaient compilées et publiées d'un seul tenant ; ii) de soustraire les dépenses engagées par les non-résidents du territoire économique de la consommation finale totale, si elles étaient incluses dans les totaux des comptes nationaux ; iii) d'exclure les ménages institutionnels (prisons, maisons de retraite, etc.), étant donné qu'ils ne sont généralement pas concernés par les enquêtes menées auprès des ménages.

19. Dans le cas du Costa Rica, il n'a pas été nécessaire de procéder à ces ajustements, car les données concernant les institutions sans but lucratif au service des ménages sont compilées séparément dans les comptes nationaux et les dépenses de consommation finale des ménages ne comprennent pas les dépenses des non-résidents. Quant aux ménages institutionnels, ils relèvent d'autres secteurs institutionnels.

#### B. Étape 2 : Établir le lien entre les niveaux micro et macro

20. L'étape suivante consiste à sélectionner les variables pertinentes dans les sources de données microéconomiques et à établir un lien avec les variables correspondantes des comptes nationaux afin qu'elles soient distribuées par groupe de ménages.

21. Les variables des statistiques microéconomiques doivent être sélectionnées en fonction de la disponibilité des informations, de leur cohérence avec les notions et les définitions des agrégats des comptes nationaux, de leur portée et, surtout, de leur qualité.

22. Dans la plupart des pays membres du Groupe d'experts sur les disparités dans les comptes nationaux, les principales sources d'information utilisées pour les mesures distributives sont les enquêtes menées auprès des ménages, principalement sur leur budget, et les enquêtes concernant certains produits et services (par exemple sur les habitudes alimentaires, la santé, l'éducation).

<sup>11</sup> OCDE (2020), « Distributional information on Household income, consumption and saving in line with national accounts – Guidelines », version de décembre 2020. Consultable à l'adresse suivante : <https://www.oecd.org/sdd/na/OECD-EG-DNA-Guidelines.pdf>.

23. La principale source d'information microéconomique utilisée pour l'établissement des comptes nationaux distributifs du Costa Rica pour l'année 2018 a été l'Enquête nationale sur les revenus et les dépenses des ménages, menée la même année. Les résultats de l'Enquête nationale sur les microentreprises familiales, menée elle aussi en 2018, ont quant à eux servi à obtenir des informations distributives sur les activités informelles des ménages en tant que producteurs de biens et de services.

### **C. Étape 3 : Imputer les valeurs manquantes et assurer la correspondance des données microéconomiques avec les totaux des comptes nationaux**

24. Certains éléments pris en compte dans les comptes nationaux peuvent ne pas être traités par les données microéconomiques. C'est par exemple le cas des services d'intermédiation financière indirectement mesurés et des transferts sociaux en nature, qui ne sont pas couverts par les enquêtes menées auprès des ménages, mais sont définis expressément dans le SCN. Pour cette raison, il était important d'imputer les données manquantes afin de réduire les écarts entre les niveaux microéconomique et macroéconomique.

25. Les écarts restants ont par ailleurs été comblés afin que la distribution corresponde aux données des comptes nationaux. La manière dont cette correspondance est assurée peut grandement jouer sur la distribution.

26. Le Groupe d'experts sur les disparités dans les comptes nationaux a défini quatre méthodes permettant de parvenir à cette correspondance entre les niveaux microéconomique et macroéconomique :

a) Méthode d'étalonnage simple : appliquer le même coefficient d'ajustement (total macro/total micro) à tous les ménages ;

b) Méthode indirecte reposant sur des variables connexes : appliquer à une variable la distribution d'une variable macroéconomique connexe, en partant du principe qu'elles sont distribuées de la même manière. Par exemple, faire correspondre la distribution des services d'intermédiation financière indirectement mesurés et celle des intérêts reçus et payés, ou la distribution des contributions sociales imputées aux employeurs et celles des salaires et traitements ;

c) Méthode indirecte reposant sur des données exogènes : utiliser des données exogènes concernant les individus ou les ménages. Par exemple, utiliser des informations sociodémographiques pour distribuer les transferts sociaux en nature ou des informations du cadastre pour distribuer les loyers imputés ;

d) Méthode de mise en correspondance non fondée sur les données de distribution des principaux agrégats : supposer la distribution des différents agrégats lorsqu'aucune information n'est disponible.

27. En ce qui concerne le Costa Rica, les méthodes de mise en correspondance retenues ont été les méthodes b) et c) pour la plupart des composantes du revenu et la méthode a) pour les groupes de consommation.

### **D. Étape 4 : Classer les ménages par groupe en fonction des données microéconomiques de référence**

28. Les ménages ont été classés par groupe en fonction du revenu disponible ajusté par unité de consommation (ci-après le « revenu disponible équivalent »), du sexe de la personne de référence du ménage et de son activité économique.

- Classement par groupe en fonction du revenu disponible équivalent.

29. Aux fins de leur distribution par quintile de revenu, les ménages ont été classés par groupe en fonction du revenu disponible ajusté par unité de consommation<sup>12</sup>, ce qui permet de tenir compte des effets de leurs différences de taille et de composition.

30. Il s'agissait ici de calculer le revenu disponible pour chaque ménage sur la base de la définition du SCN. Pour ce faire, il a fallu déterminer le nombre d'unités de consommation dans chaque ménage en s'appuyant sur l'échelle d'équivalence modifiée de l'OCDE, où la personne de référence du ménage représente une unité de consommation<sup>13</sup>, les autres personnes de 14 ans ou plus 0,5 unité de consommation et les enfants de moins de 14 ans 0,3 unité de consommation. Pour chaque ménage, le revenu disponible équivalent a ainsi été calculé en divisant son revenu disponible par son nombre d'unités de consommation. Enfin, les ménages ont été classés par quintile de revenu (I, II, III, IV et V), le premier représentant les 20 % des ménages ayant les revenus les plus faibles, le deuxième les 20 % suivants, et ainsi de suite.

- Classement par groupe en fonction du sexe de la personne de référence du ménage.

31. Trois groupes de ménages ont été définis : ceux dont la personne de référence est un homme, ceux où il s'agit d'une femme, et ceux qui déclarent que la responsabilité est partagée.

- Classement par groupe en fonction de l'activité économique de la personne de référence du ménage.

32. Ici, le classement par groupe repose sur le secteur d'activité de la personne de référence tel que défini dans la Classification des activités économiques au Costa Rica (2011)<sup>14</sup>. Le tableau 1 référence ces secteurs économiques.

Tableau 1

**Classement par groupe en fonction de l'activité économique**

<i>Activité économique</i>	<i>Code d'identification</i>
Agriculture, sylviculture et pêche	1
Activités extractives	2
Activités de fabrication	3
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et climatisation	4
Distribution d'eau ; réseau d'assainissement ; gestion des déchets et activités de remise en état	5
Construction	6
Commerce de gros et de détail ; réparations de véhicules automobiles et de motocycles	7
Transport et entreposage	8
Activités d'hébergement et de restauration	9
Information et communication	10

<sup>12</sup> La mesure par unité de consommation permet de tenir compte des économies d'échelle réalisées sur la consommation au sein d'un ménage comptant au moins deux membres (par exemple, un enfant consomme moins qu'un adulte).

<sup>13</sup> La personne de référence est celle qui endosse la plus grande responsabilité dans la prise de décisions du ménage et lui apporte en généralement le plus de ressources.

<sup>14</sup> L'INEC a mis au point cette classification dans le cadre de l'adaptation au niveau national de la quatrième révision de la Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique (CITI).

Activité économique	Code d'identification
Activités financières et d'assurances	11
Activités immobilières	12
Activités professionnelles, scientifiques et techniques	13
Activités de services administratifs et d'appui	14
Administration publique et défense ; sécurité sociale obligatoire	15
Éducation	16
Santé et activités d'action sociale	17
Arts, spectacles et loisirs	18
Autres activités de services	19
Activités des ménages privés employant du personnel domestique ; activités non différenciées de production de biens et de services des ménages privés pour usage propre	20
Non-bénéficiaires des revenus du travail	NA

Source : Banque centrale, à partir d'informations de l'INEC.

## E. Étape 5 : Élaborer des indicateurs applicables aux groupes de ménages

33. Une fois les comptes nationaux distributifs établis, les inégalités entre les ménages sont analysées à l'aide de trois indicateurs, calculés sur la base de données exprimées en unités de consommation :

- Rapport à la moyenne : rapport entre la valeur pour chaque groupe de ménages et la valeur pour le ménage moyen.

$$\text{Rapport à la moyenne}_i = \frac{\bar{X}_i^{\text{CNaj}}}{\bar{X}^{\text{CNaj}}}$$

- Rapport entre la valeur la plus élevée et la valeur la plus basse : rapport entre la valeur pour le quintile supérieur et la valeur pour le quintile inférieur.

$$\text{Rapport entre la valeur la plus élevée et la valeur la plus basse}_z = \frac{\text{Max}_{tez} \{ \bar{X}_i^{\text{CNaj}} \}}{\text{Min}_{tez} \{ \bar{X}_i^{\text{CNaj}} \}}$$

- Indice de disparité : coefficient de variation qui indique l'écart à la moyenne, c'est-à-dire le rapport entre l'écart type et la moyenne.

$$CV_Z = \frac{\sqrt{\frac{1}{N} \sum_{iez} [n_t * (\bar{X}_i^{\text{CNaj}} - \bar{X}^{\text{CNaj}})^2]}}{\bar{X}^{\text{CNaj}}} * 100$$

$$\bar{X}^{\text{CNaj}} = \frac{1}{N} \sum_{iez} n_t * \bar{X}_i^{\text{CNaj}}$$

34. Dans les formules ci-dessus :

X : composante du revenu/de la consommation

z : variable du groupe de ménages

i : groupe de ménages

n<sub>t</sub>: total des unités de consommation des ménages du groupe i

N: unités de consommation dans la population

$\bar{X}_i^{\text{CNaj}}$ : valeur des comptes nationaux ajustée par unité de consommation pour le groupe i

$\bar{X}^{\text{CNaj}}$ : valeur des comptes nationaux ajustée par unité de consommation.

35. Plus le coefficient de variation est élevé, plus la variable présente des disparités. À l'inverse, plus il est bas, plus la variable est homogène et moins il y a de disparités. Prenons une variable A, avec un coefficient de variation de 40 %, et une variable B, avec un coefficient de variation de 60 % : B présente davantage de disparités que A, elle est plus hétérogène.

36. Deux éléments doivent par ailleurs être pris en compte dans l'analyse de l'indice de disparité :

- On part du principe que chaque ménage perçoit le revenu moyen de son groupe ou que ses dépenses sont les mêmes que la moyenne de son groupe. L'indice de disparité au sein d'un groupe de ménages est donc égal à zéro, ce qui signifie que les disparités internes ne sont pas prises en compte. Cet élément est de moindre importance avec le classement par quintile de revenu, puisque les ménages sont classés par niveau de revenus ;
- Les résultats dépendent de la structure des ménages dans chaque pays. Ainsi, on peut expliquer que les coefficients de variation soient différents entre pays par deux facteurs : l'écart à la moyenne différent, d'un pays à l'autre, pour un groupe de ménages donné et la part différente que représentent, d'un pays à l'autre, les groupes de ménages dans le total.

37. Les indicateurs définis sont tirés des recommandations du Groupe d'experts sur les disparités dans les comptes nationaux<sup>15</sup>, qui autorise les comparaisons entre deux périodes données pour un pays et entre pays.

## IV. Distribution par quintile de revenu

### A. Revenu

38. Le revenu des ménages peut être divisé en catégories, à savoir : les revenus locatifs, les revenus des propriétaires d'entreprises non constituées en sociétés au sein des ménages, la rémunération des salariés, les revenus nets de la propriété et les revenus de transfert. Il peut par ailleurs être influencé par des éléments tels que les impôts sur le revenu et le patrimoine, ainsi que les cotisations sociales.

39. Le tableau 2 indique les montants (en millions de colones costariciens) pour chaque composante du revenu disponible brut ajusté des ménages en 2018, ainsi que la valeur moyenne par ménage.

<sup>15</sup> Fesseau, M. et Mattonetti, M. (2013), « Distributional Measures Across Household Groups in a National Accounts Framework : Results from an Experimental Cross-country Exercise on Household Income, Consumption and Saving », OECD Statistics Working Papers, n° 2013/04, Éditions OCDE, Paris. Consultable à l'adresse suivante : <http://dx.doi.org/10.1787/5k3wdjqr775f-en>.

Tableau 2  
**Composantes du revenu disponible des ménages en 2018**  
 (En millions de colones costariciens)

<i>Composantes du revenu</i>	<i>Total</i>	<i>Ménage moyen<sup>1</sup></i>
(+) <b>Excédent d'exploitation issu des loyers effectifs et imputés</b>	2 303 374	1,5
(+) <b>Revenu mixte</b>	3 168 108	2,1
(+) <b>Rémunération des salariés</b>	16 140 559	10,5
(+) <b>Revenus nets de la propriété</b>	3 724 514	2,4
(-) <b>Impôts courants sur le revenu et le patrimoine</b>	676 994	0,4
(-) <b>Cotisations sociales nettes</b>	4 698 606	3,1
(+) <b>Prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature</b>	2 519 491	1,6
(+) <b>Autres transferts courants (nets)</b>	1 669 332	1,1
<b>Revenu disponible brut</b>	24 149 778	15,7
(+) <b>Transferts sociaux en nature</b>	4 301 268	2,8
<b>Revenu disponible brut ajusté</b>	28 451 047	18,5

*Source* : Banque centrale, à partir d'informations provenant des comptes économiques intégrés de 2018.

*Note* : <sup>1</sup> Correspond au montant total divisé par le nombre de ménages recensés dans l'Enquête nationale sur les revenus et les dépenses des ménages de 2018 (soit 1 538 704 ménages).

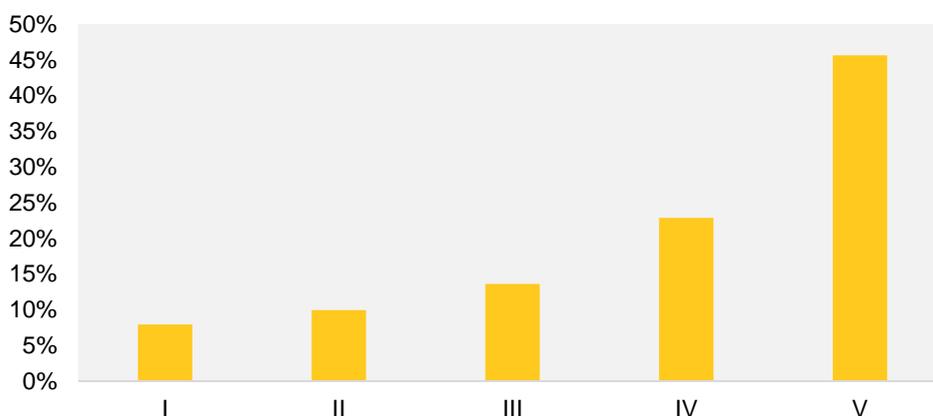
40. Les paragraphes qui suivent présentent la distribution des composantes du revenu disponible ajusté, de la consommation et de l'épargne des ménages par quintile de revenu disponible ajusté équivalent (ci-après « quintile de revenu équivalent »). Ils reviennent en outre sur des indicateurs tels que le rapport entre un quintile donné et la moyenne de l'ensemble des ménages, le rapport entre quintile supérieur et quintile inférieur et le coefficient de variation pour le Costa Rica et comprennent une comparaison avec d'autres pays. Ces éléments permettent de mesurer le niveau d'inégalité dans le pays.

### 1. Revenus locatifs (excédent d'exploitation brut)

41. L'excédent d'exploitation brut du secteur des ménages provient des loyers effectifs et des loyers imputés<sup>16</sup> sur les logements occupés par leurs propriétaires, pour lesquels toute la valeur ajoutée correspond à l'excédent d'exploitation.

<sup>16</sup> Le SCN 2008 précise qu'un loyer imputé sur les logements occupés par leurs propriétaires doit être inclus dans le domaine de la production et faire partie de la consommation des ménages. Voir par. 20.64.

Figure 2  
**Excédent d'exploitation (brut)**  
 (Distribution en pourcentage)



Source : Banque centrale, à partir d'informations de l'INEC.

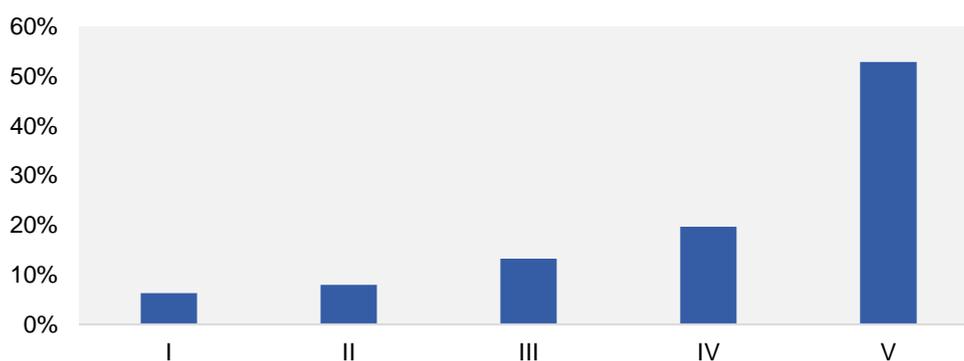
Note : Par quintile de revenu équivalent.

42. En 2018, les revenus locatifs s'élevaient à 2 303,374 milliards de colones costariciens, dont 46 % perçus par les ménages les plus riches (cinquième quintile) et 8 % par les ménages les plus modestes (premier quintile) (fig. 2). Le degré d'inégalité est manifeste, étant donné que la moyenne du cinquième quintile est 2,4 fois plus élevée que la moyenne des ménages (calcul sur la base de données exprimées en unités de consommation).

## 2. Revenu mixte

43. Le revenu mixte est généré par les entreprises non constituées en sociétés appartenant aux ménages, dans lesquelles le propriétaire ou les membres de son ménage fournissent un apport de main-d'œuvre. Il contient implicitement un élément de rémunération pour ce travail, qui ne peut être distingué des bénéfices tirés de la production.

Figure 3  
**Revenu mixte (brut)**  
 (Distribution en pourcentage)



Source : Banque centrale, à partir d'informations de l'INEC.

Note : Par quintile de revenu équivalent.

44. En 2018, le revenu mixte brut des ménages atteignait 3 168,108 milliards de colones costariciens, dont 53 % perçus par les 20 % des ménages les plus riches et seulement 6 % par les 20 % des ménages les plus modestes. En outre, les revenus cumulés des quatre premiers quintiles (47 %) sont inférieurs aux revenus du cinquième quintile (fig. 3). La moyenne du cinquième quintile est 2,8 fois supérieure à la moyenne des ménages, ce qui témoigne d'une forte disparité (calcul sur la base de données exprimées en unités de consommation).

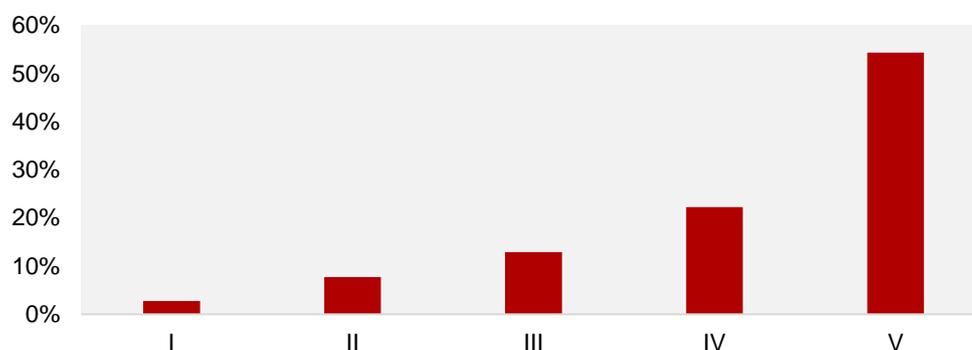
### 3. Rémunération des salariés

45. La rémunération des salariés comprend les salaires et les traitements, à payer en espèces et en nature, et les cotisations d'assurance sociale à payer par les employeurs.

Figure 4

#### Rémunération des salariés

(Distribution en pourcentage)



Source : Banque centrale, à partir d'informations de l'INEC.

Note : D'après le quintile de revenu équivalent.

46. En 2018, la rémunération des salariés était de 16 140,559 milliards de colones costariciens, dont 54 % versés aux ménages les plus riches (cinquième quintile) et seulement 3 % aux ménages les plus modestes (premier quintile) (fig. 4). La rémunération des salariés constitue donc l'une des composantes du revenu dans laquelle les inégalités sont les plus marquées. La moyenne du cinquième quintile est environ 2,9 fois supérieure à la moyenne des ménages (calcul sur la base de données exprimées en unités de consommation). En moyenne, les ménages les plus riches reçoivent une rémunération 21,1 fois plus élevée que celle des plus pauvres.

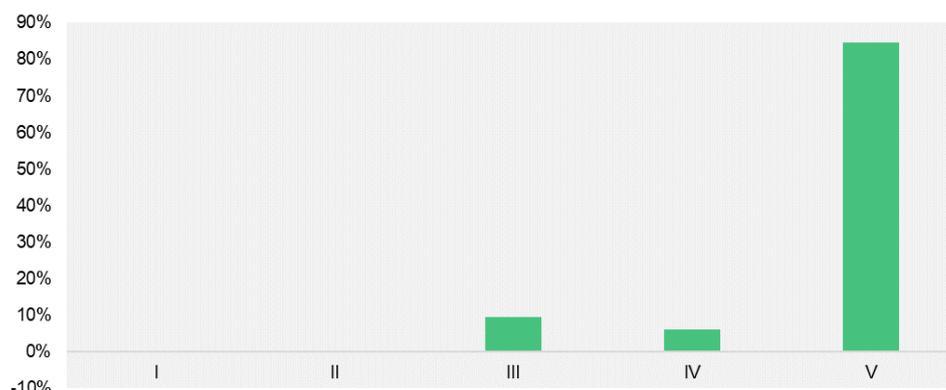
### 4. Revenus de la propriété nets

47. Les revenus de la propriété nets perçus par les ménages correspondent principalement à des prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés<sup>17</sup>, à des dividendes, à des revenus à payer sur des droits à pension<sup>18</sup> et des revenus d'investissement attribués aux détenteurs de parts de fonds d'investissement.

<sup>17</sup> Une quasi-société est une entreprise non constituée en société appartenant à un ménage, qui possède des informations suffisantes pour établir un ensemble complet de comptes, qui est exploitée comme si elle était une société distincte et dont la relation de fait avec son propriétaire est celle d'une société avec ses actionnaires.

<sup>18</sup> Le cadre central des comptes nationaux ne comprend pas les droits à pension associés aux administrations de sécurité sociale, à savoir la caisse de sécurité sociale du Costa Rica (*Caja Costarricense del Seguro Social*), la caisse nationale des pensions et retraites de la profession enseignante (*Junta de Pensiones y Jubilaciones del Magisterio Nacional*), le régime national de capitalisation collective de la profession enseignante (*Régimen de Capitalización Colectiva del Magisterio Nacional*), le fonds de pension et de retraite du corps des sapeurs-pompiers (*Fondo de Pensiones y Jubilaciones del Benemérito Cuerpo de Bomberos*) et le fonds de pension et de retraite de la magistrature (*Fondo de Pensiones y Jubilaciones del Poder Judicial*).

Figure 5  
**Revenus de la propriété nets**  
 (Distribution en pourcentage)



Source : Banque centrale, à partir d'informations de l'INEC.

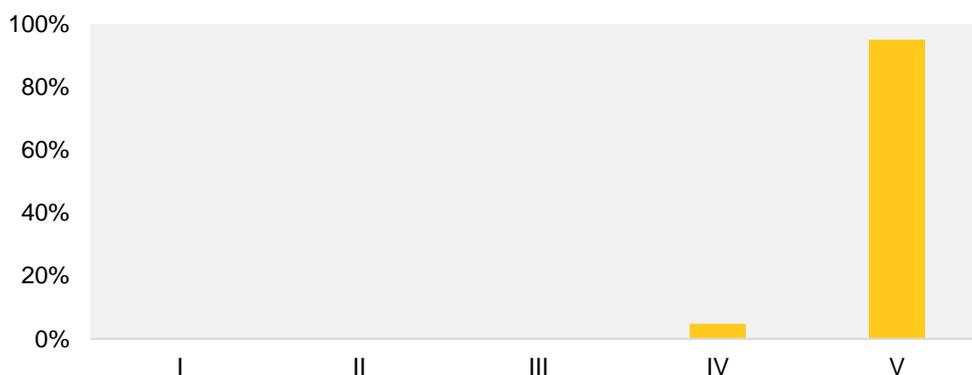
Note : Par quintile de revenu équivalent.

48. En 2018, les revenus de la propriété nets des ménages s'élevaient à 3 724,514 milliards de colones costariciens, dont 84 % perçus par les ménages les plus riches et seulement 0,3 % par les ménages les plus modestes (fig. 5). Cette composante présente donc le niveau d'inégalité le plus marqué par rapport aux composantes présentées précédemment : la moyenne du cinquième quintile est environ 5,3 fois supérieure à la moyenne des ménages (calcul sur la base de données exprimées en unités de consommation). Le coefficient de variation atteint 208 %, ce qui montre que le revenu de la propriété est une composante bien plus hétérogène que la rémunération des salariés, pour laquelle le coefficient de variation est de 97,2 %.

## 5. Impôts courants sur le revenu et le patrimoine

49. En 2018, les impôts courants sur le revenu et le patrimoine<sup>19</sup> payés par les ménages s'élevaient à 676,994 milliards de colones costariciens, dont 95 % versés par les ménages du quintile supérieur et les 5 % restants par les autres quintiles (I à IV) (fig. 6). Le rapport entre le quintile supérieur et la moyenne des ménages est de 5,1 (calcul sur la base de données exprimées en unités de consommation).

Figure 6  
**Impôts courants sur le revenu**  
 (Distribution en pourcentage)



Source : Banque centrale, à partir d'informations de l'INEC.

Note : Par quintile de revenu équivalent.

<sup>19</sup> Au Costa Rica, les principaux impôts sont l'impôt sur le revenu, les taxes foncières et les transferts.

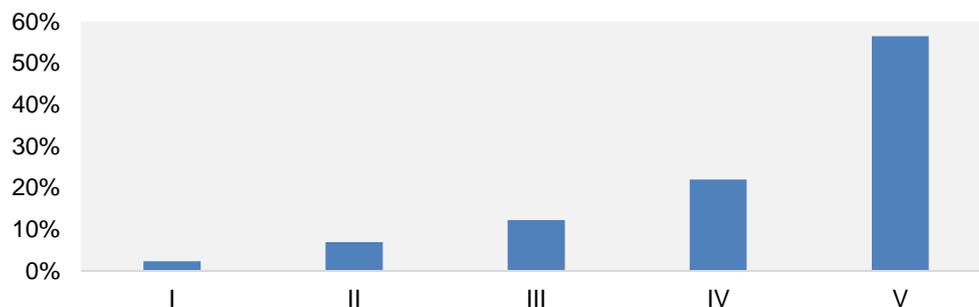
## 6. Cotisations sociales nettes

50. Les cotisations sociales sont des paiements effectifs ou imputés au système de sécurité sociale. Elles peuvent être versées par les employeurs pour le compte de leurs salariés et font partie de la rémunération des salariés. Elles sont enregistrées comme à payer par les ménages, en même temps que les paiements qu'ils effectuent en leur qualité d'employeurs.

Figure 7

### Cotisations sociales nettes

(Distribution en pourcentage)



Source : Banque centrale, à partir d'informations de l'INEC.

Note : Par quintile de revenu équivalent.

51. En 2018, les cotisations sociales nettes atteignaient 4 698,606 milliards de colones costariciens. On observe une répartition progressive de cette composante dans chaque quintile de revenu équivalent, les ménages les plus riches (cinquième quintile) concentrant 57 % de ces cotisations, ceux du quatrième et troisième quintile 34 %, tandis que ceux ayant les revenus les plus faibles (premier et deuxième quintile) 9 % (fig. 7). Le rapport entre le quintile supérieur et la moyenne des ménages est de 3,0 (calcul sur la base de données exprimées en unités de consommation).

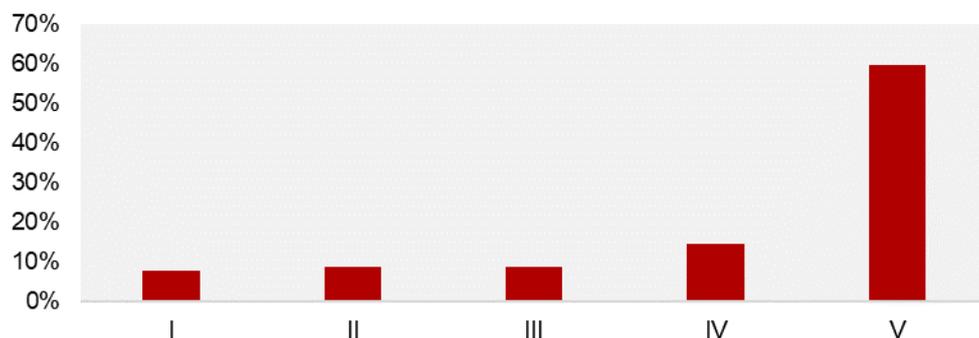
## 7. Prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature

52. Les prestations sociales sont des transferts courants que les ménages reçoivent pour faire face à certaines situations, telles que la maladie et la retraite<sup>20</sup>.

Figure 8

### Prestations sociales

(Distribution en pourcentage)



Source : Banque centrale, à partir d'informations de l'INEC.

Note : Par quintile de revenu équivalent.

<sup>20</sup> Le système national de prestations sociales, qui repose sur quatre piliers, à savoir les prestations contributives obligatoires, les prestations complémentaires obligatoires, les prestations complémentaires volontaires et les prestations non contributives, verse des prestations sociales aux ménages, ainsi que des allocations de maladie ou de maternité.

53. En 2018, les prestations sociales autres que les transferts sociaux s'élevaient à 2 519,491 milliards de colones costariciens, dont 60 % ont été versées aux ménages les plus riches (cinquième quintile) et 17 % aux ménages les plus modestes (premier et deuxième quintiles) (fig. 8). La distribution entre les premier et quatrième quintiles est moins inégale, mais le rapport entre le quintile supérieur et la moyenne des ménages est de 3,2 (calcul sur la base de données exprimées en unités de consommation).

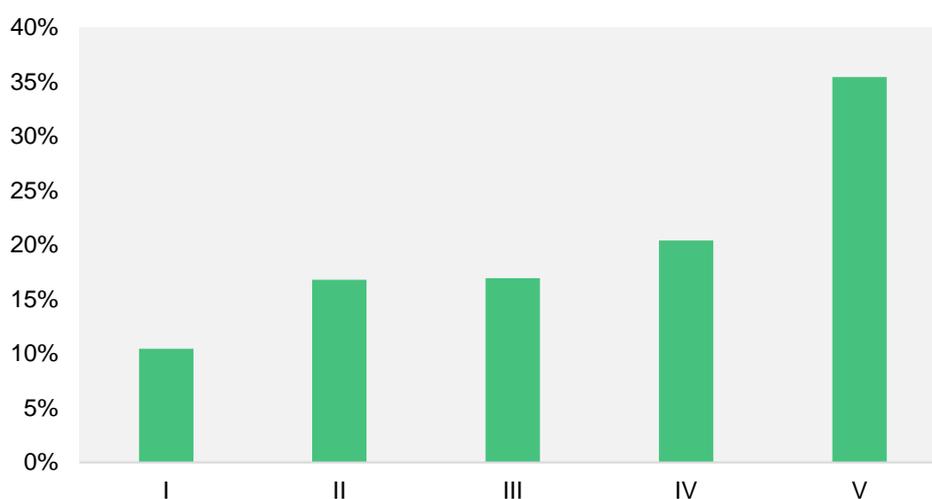
## 8. Autres transferts courants nets

54. Les autres transferts courants nets comprennent les transferts courants entre les ménages et d'autres secteurs de l'économie ou le reste du monde (par exemple les envois de fonds) et les transferts courants effectués au profit des ménages par les institutions sans but lucratif au service des ménages et le secteur des administrations publiques (par exemple, les bourses d'études dans ce dernier cas).

Figure 9

### Autres transferts courants nets

(Répartition en pourcentage)



Source : Banque centrale, à partir d'informations de l'INEC.

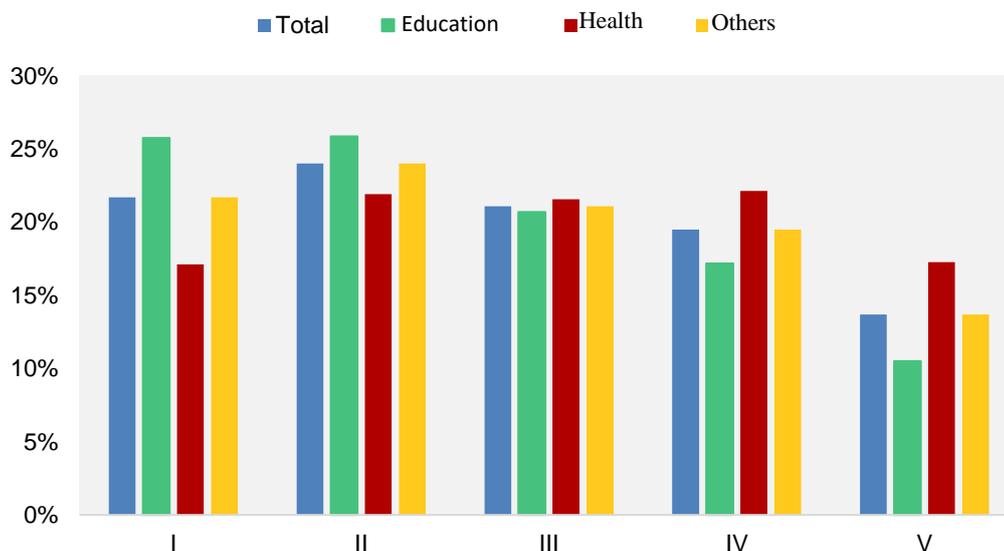
Note : Par quintile de revenu équivalent.

55. En 2018, les autres transferts courants nets des ménages ont atteint 1 669,332 milliards de colones costariciens, dont 35 % ont bénéficié aux ménages les plus riches (cinquième quintile), 37 % aux ménages des quatrième et troisième quintiles et 27 % aux ménages les plus modestes (premier et deuxième quintiles) (fig. 9). On observe que les inégalités sont moins importantes dans cette composante du revenu disponible des ménages. De fait, son coefficient de variation (45,9 %) est plus faible que celui de composantes susmentionnées. Par ailleurs, le rapport entre le quintile supérieur et la moyenne des ménages est de 1,9 (calcul sur la base de données exprimées en unités de consommation).

## 9. Transferts sociaux en nature

56. Les transferts sociaux en nature comprennent les biens et les services que les administrations publiques et les institutions sans but lucratif au service des ménages fournissent aux ménages. Les services de santé et d'éducation en sont les principaux exemples. Ces services sont fournis en nature afin de satisfaire les besoins de la population.

Figure 10  
**Transferts sociaux en nature**  
 (Distribution en pourcentage)



Source : Banque centrale, à partir d'informations de l'INEC.

Note : Par quintile de revenu équivalent.

57. En 2018, les transferts sociaux en nature s'élevaient à 4 301,268 milliards de colones costariciens. Parmi ces transferts, 45 % étaient liés à l'éducation publique, 39 % avaient trait aux services de santé publique et les 16 % restants étaient d'autres transferts concernant les institutions sans but lucratif au service des ménages. La distribution par quintile de revenu équivalent montre que 67 % des transferts sont concentrés dans les trois premiers quintiles, tandis que les 33 % restants sont répartis entre les quatrième et cinquième quintiles (fig. 10). Il ressort de l'analyse de la distribution selon le type de transfert social en nature que les quintiles inférieurs (premier, deuxième et troisième quintiles) regroupent 72 % des transferts liés à l'éducation, contre 61 % des transferts liés à la santé, ce qui signifie que les ménages dont les revenus sont plus élevés ont davantage recours aux services de santé publique qu'aux services d'éducation publique. La distribution des autres transferts sociaux en nature est plus homogène. D'une manière générale, les inégalités dans la distribution par quintile des transferts sociaux en nature sont moins importantes que pour d'autres variables ; le rapport entre le cinquième quintile et la moyenne des ménages est de 0,7 (calcul sur la base de données exprimées en unités de consommation).

58. En outre, le coefficient de variation des transferts sociaux en nature, qui est de 14,1 %, est plus faible que celui de toutes les composantes du revenu disponible, ce qui témoigne de l'homogénéité de la distribution de cette variable.

## 10. Revenu disponible

59. Le revenu disponible brut ajusté d'un ménage représente la valeur maximale des biens et des services de consommation finale qu'un ménage a les moyens de consommer sans avoir pour cela à réduire son épargne, à céder d'autres actifs ou à accroître ses dettes. Il inclut également les transferts sociaux en nature, contrairement au revenu disponible brut.

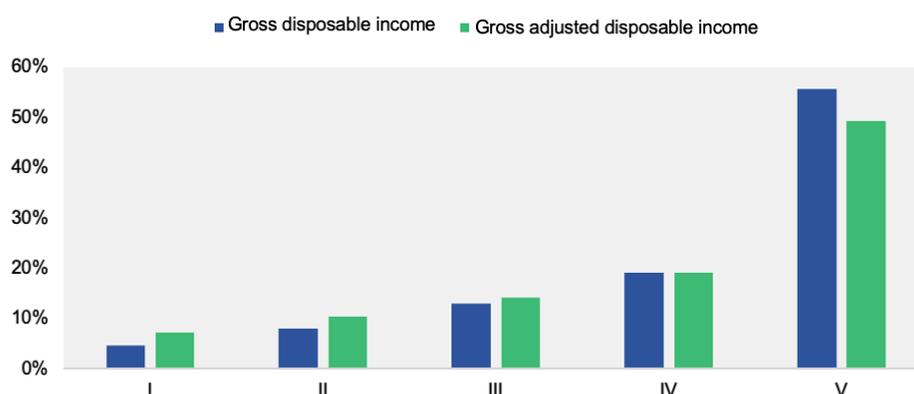
60. Le revenu disponible brut et le revenu disponible brut ajusté du quintile supérieur représentaient respectivement 56 % et 49 % du total, contre 5 % et 7 % pour le quintile inférieur (fig. 11). Chez les ménages du quintile inférieur, la part de revenu disponible ajusté est plus élevée que celle de revenu disponible, alors que la situation est inverse chez les ménages les plus aisés (cinquième quintile), en raison de la prise en compte des transferts sociaux en nature. On observe également que la part du revenu disponible brut et du revenu disponible brut ajusté des ménages augmente de quintile en quintile.

61. L'ampleur des inégalités relatives au revenu disponible brut et au revenu disponible brut ajusté est flagrante, étant donné que la moyenne du cinquième quintile pour chacun de ces éléments est respectivement 3,0 et 2,6 fois plus élevée que la moyenne des ménages (calcul sur la base de données exprimées en unités de consommation). Toutefois, il convient de souligner l'importance des transferts sociaux en nature, qui contribuent à réduire les inégalités.

Figure 11

**Revenu disponible**

(Distribution en pourcentage)



Source : Banque centrale, à partir d'informations de l'INEC.

Note : Par quintile de revenu équivalent.

## B. Consommation finale

62. Dans le tableau 3, on trouve les dépenses de consommation finale des ménages pour 2018 (en millions de colones costariciens) réparties selon les fonctions qu'elles remplissent, ainsi que les dépenses moyennes de consommation par ménage. Ces dépenses ont été distribuées entre les quintiles de revenu en fonction du revenu disponible ajusté par unité de consommation.

Tableau 3

**Dépenses de consommation finale des ménages en 2018**

(En millions de colones costariciens)

Consommation selon les fonctions qu'elle remplit	Total	Ménage moyen <sup>1</sup>
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	5 011 787	3,3
Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants	372 132	0,2
Articles d'habillement et chaussures	706 129	0,5
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	3 553 739	2,3
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	1 229 740	0,8
Santé	1 317 498	0,9
Transports	3 123 851	2,0
Informations et communications	712 324	0,5
Loisirs, sport et culture	1 955 842	1,3
Services d'éducation	1 023 420	0,7

Consommation selon les fonctions qu'elle remplit	Total	Ménage moyen <sup>1</sup>
Restaurants et services d'hébergement	1 063 040	0,7
Biens et services divers	2 901 223	1,9
<b>Dépenses de consommation finale</b>	<b>22 970,726</b>	<b>14,9</b>
<b>Dépenses de consommation finale effective</b>	<b>27 271,995</b>	<b>17,7</b>

Source : Banque centrale, à partir d'informations provenant des comptes économiques intégrés de 2018.

Note : <sup>1</sup> Correspond au montant total divisé par le nombre de ménages recensés dans l'Enquête nationale sur les revenus et les dépenses des ménages de 2018 (soit 1 538 704 ménages).

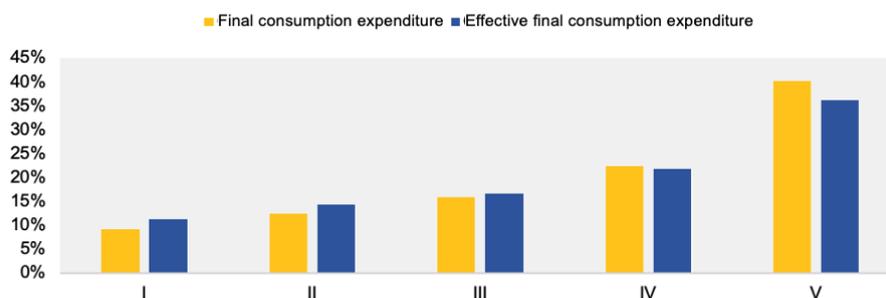
63. En 2018, les dépenses de consommation finale des ménages s'élevaient à 22 970,726 milliards de colones costariciens, dont 40 % étaient le fait des ménages les plus aisés (cinquième quintile), tandis que les plus modestes (premier quintile) étaient à l'origine de 9 % d'entre elles (fig. 12). Le rapport entre le quintile supérieur et la moyenne des ménages est de 2,2 (calcul sur la base de données exprimées en unités de consommation). On peut donc en conclure que la distribution de la consommation est moins inégale que celle du revenu disponible brut et du revenu disponible brut ajusté des ménages.

64. Lorsque l'on compare la distribution des dépenses de consommation finale à celle des dépenses de consommation finale effective (qui tiennent compte des transferts sociaux en nature), la part du cinquième quintile de ménages diminue, alors que celle des autres quintiles augmente. De plus, le rapport entre le quintile supérieur et la moyenne des ménages diminue pour atteindre 1,9 (calcul sur la base de données exprimées en unités de consommation).

Figure 12

### Consommation des ménages

(Distribution en pourcentage)

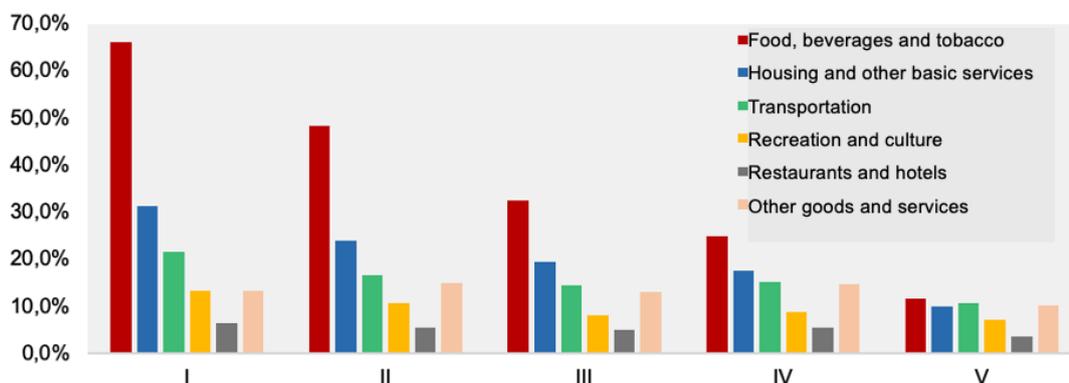


Source : Banque centrale, à partir d'informations de l'INEC.

Note : Par quintile de revenu équivalent.

65. En 2018, le revenu disponible brut des ménages du quintile supérieur s'élevait à 13 424,672 milliards de colones costariciens, alors que celui du quintile inférieur était de 1 103,849 milliards. Les dépenses des ménages consacrées aux biens de consommation de base, tels que les produits alimentaires et les boissons, le logement et les charges associées et les transports, absorbaient environ 32 % du revenu disponible brut du quintile supérieur, tandis que les ménages du quintile inférieur dédiaient 119 % de leur revenu disponible brut à ces types de biens et de services (fig. 13).

Figure 13  
**Dépenses de consommation pour certains groupes de produits**  
 (Pourcentage du revenu disponible brut)



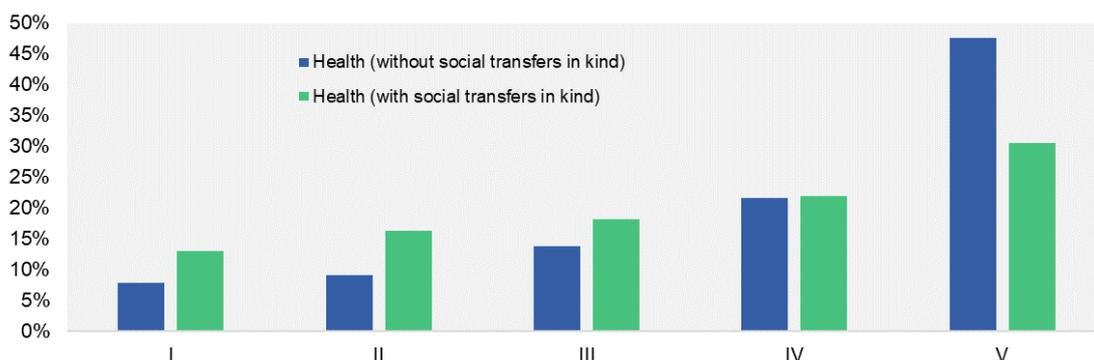
Source : Banque centrale, à partir d'informations de l'INEC.

Note : Par quintile de revenu équivalent.

66. En 2018, les dépenses de santé des ménages étaient de 1 317,498 milliards de colones costariciennes ; le cinquième quintile était à l'origine de 48 % de l'ensemble de ces dépenses, contre 8 % pour le quintile inférieur (fig. 14). Toutefois, si l'on tient compte des dépenses de santé liées aux transferts sociaux en nature (1 697,612 milliards de colones costariciennes), les inégalités entre les quintiles se réduisent (les quintiles supérieur et inférieur effectuent alors respectivement 31 % et 13 % des dépenses).

67. En 2018, les dépenses des ménages consacrées à l'éducation ont atteint 1 023,420 milliards de colones costariciennes ; 57 % d'entre elles étaient le fait du cinquième quintile et 2 % du premier quintile (fig. 15). Sans surprise, l'effet des transferts sociaux en nature ayant trait à l'éducation (1 922,382 milliards de colones costariciennes) est similaire à celui observé dans le domaine de la santé, c'est-à-dire qu'ils améliorent de manière significative la distribution entre les quintiles (le quintile supérieur représente alors 27 % du total, contre 18 % pour le quintile inférieur).

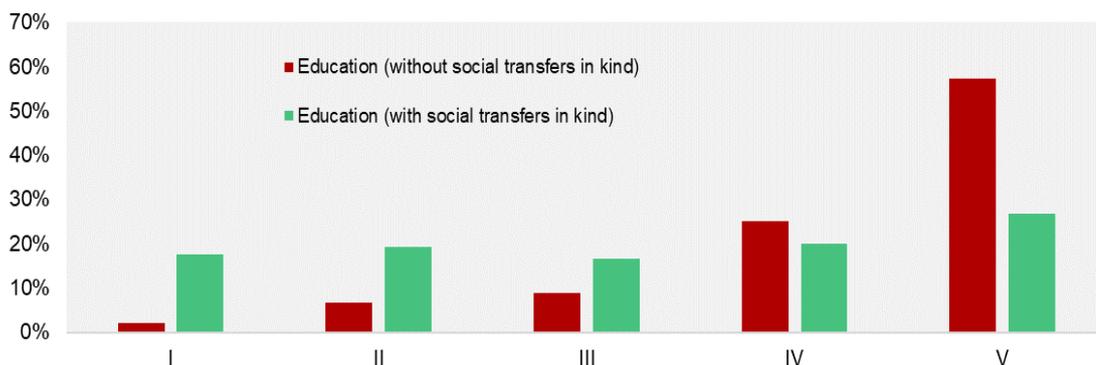
Figure 14  
**Dépenses de santé**  
 (Répartition en pourcentage)



Source : Banque centrale, à partir d'informations de l'INEC.

Note : Par quintile de revenu équivalent.

Figure 15  
**Dépenses d'éducation**  
 (Répartition en pourcentage)



Source : Banque centrale, à partir d'informations de l'INEC.

Note : Par quintile de revenu équivalent.

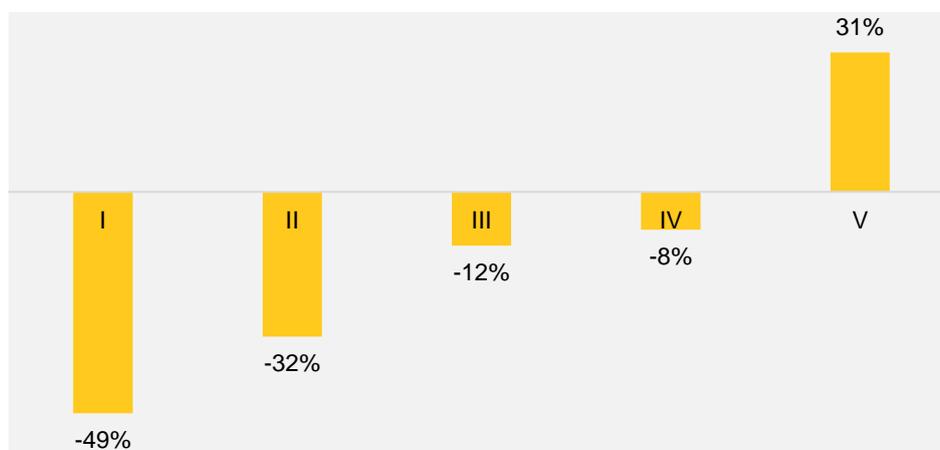
68. En ce qui concerne la consommation, la plus grande disparité entre les quintiles de revenu équivalent concerne, sans surprise, la consommation de biens plus « luxueux », tels que les véhicules, ainsi que les services (privés) liés à l'éducation et aux assurances, même si les transferts sociaux en nature contribuent à améliorer l'égalité.

### C. Épargne

69. L'épargne correspond à la différence entre le revenu disponible et la consommation finale effective, à laquelle il faut ajouter la variation de la valeur nette des droits à pension des ménages (ajustement pour variations des droits à pension).

70. En 2018, l'épargne brute de l'ensemble des ménages était de 1 468,093 milliards de colones costariciens et le taux d'épargne, qui correspond au rapport entre l'épargne et le revenu disponible ajusté, était de 5,2 %. On constate que, à l'exception du cinquième quintile, le taux d'épargne de chaque quintile de revenu équivalent est négatif (autrement dit, leurs dépenses excèdent leurs revenus) (fig. 16).

Figure 16  
**Taux d'épargne**  
 (Épargne en pourcentage du revenu disponible ajusté)



Source : Banque centrale, à partir d'informations de l'INEC.

Note : Par quintile de revenu équivalent.

71. Bien qu'il faille procéder à une analyse plus approfondie de ces résultats pour en comprendre les causes, il convient d'indiquer que ce phénomène n'est pas propre au Costa Rica et est observé dans d'autres économies, ainsi que cela sera expliqué dans la section suivante.

## **V. Comparaison des comptes nationaux distributifs du Costa Rica avec ceux d'autres pays**

72. Les indicateurs que sont le rapport à la moyenne, le rapport entre la valeur la plus élevée et la valeur la plus basse et le coefficient de variation sont comparés ci-après entre le Costa Rica et un échantillon de 12 pays (sur la base de données exprimées en unités de consommation)<sup>21</sup>.

### **A. Rapport à la moyenne**

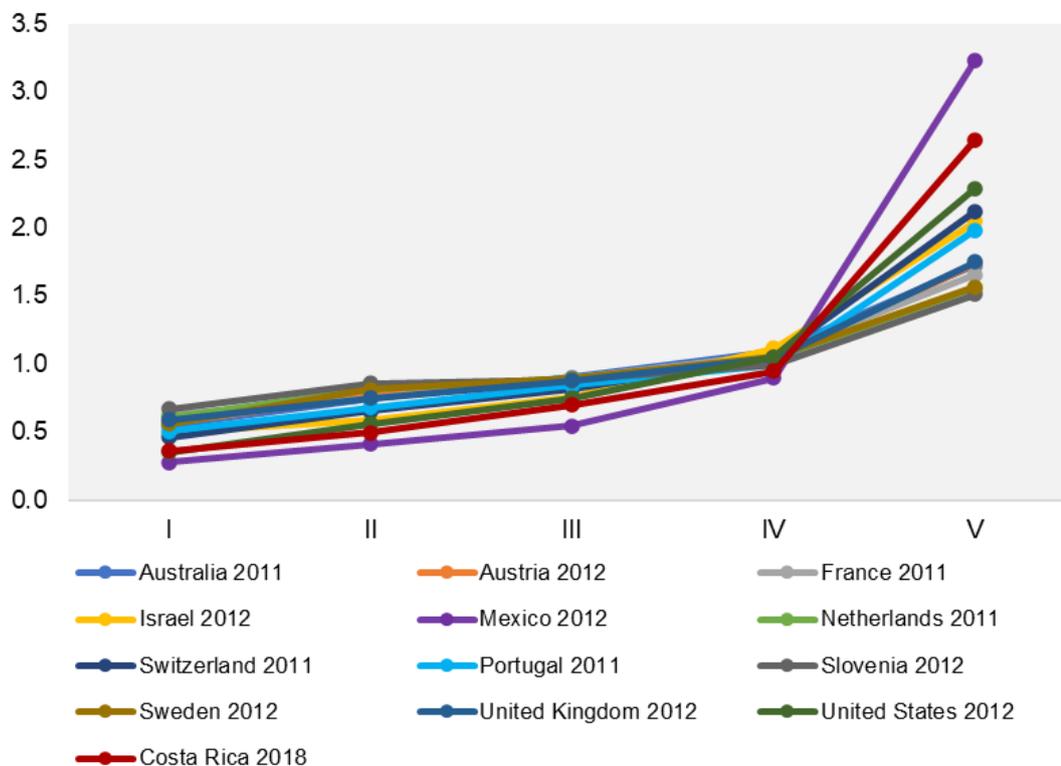
#### **1. Revenu disponible ajusté**

73. La figure 17 illustre le revenu disponible ajusté de chaque quintile de revenu par rapport à la moyenne de chaque pays (calcul sur la base de données exprimées en unités de consommation). Au Costa Rica, la moyenne du cinquième quintile est 2,6 fois plus élevée que la moyenne de l'ensemble des ménages du pays. Les résultats sont analogues dans les autres pays, mais, si l'on s'intéresse aux inégalités, il n'y a qu'au Mexique (pays où le rapport entre le cinquième quintile et la moyenne est le plus important) que ce chiffre est plus élevé qu'au Costa Rica. Le pays présentant le rapport le plus faible est la Slovaquie, qui est suivie de la Suède. En outre, les résultats des quatre premiers quintiles du Costa Rica et des États-Unis d'Amérique sont très similaires, mais lorsque l'on prend en considération le quintile des ménages les plus aisés, le Costa Rica s'avère plus inégalitaire que les États-Unis.

---

<sup>21</sup> Les pays en question ont participé à la deuxième étude sur les mesures distributives que l'OCDE a menée en 2017.

Figure 17  
**Revenu disponible ajusté. Position relative de chaque groupe de ménages par rapport à la moyenne**



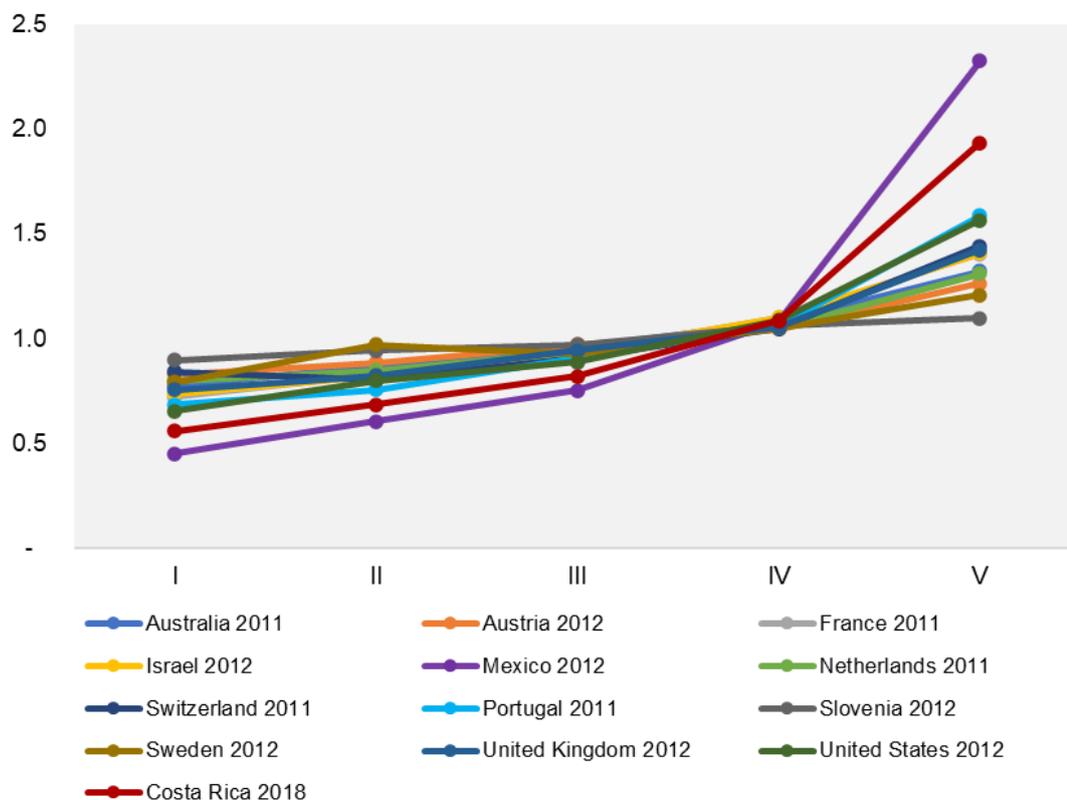
Source : Banque centrale, à partir d'informations issues de la deuxième étude du Groupe d'experts sur les disparités dans les comptes nationaux.

Note : Par quintile de revenu disponible équivalent.

## 2. Consommation

74. Au Costa Rica, la consommation finale effective moyenne du cinquième quintile est 1,9 fois plus élevée que la consommation moyenne de l'ensemble du pays. Les résultats sont très similaires dans d'autres pays. Dans tous les pays, les disparités entre les quintiles sont plus faibles en ce qui concerne la consommation que le revenu. Du point de vue des inégalités, le Costa Rica se situe juste en dessous du Mexique (pays où le rapport entre le cinquième quintile et la moyenne est le plus important). À l'inverse, la Slovénie et la Suède sont les pays où ce rapport est le plus faible (fig. 18).

Figure 18  
**Consommation finale effective. Position relative de chaque groupe de ménages par rapport à la moyenne**



*Source* : Banque centrale, à partir d'informations issues de la deuxième étude du Groupe d'experts sur les disparités dans les comptes nationaux.

*Note* : Par quintile de revenu disponible équivalent.

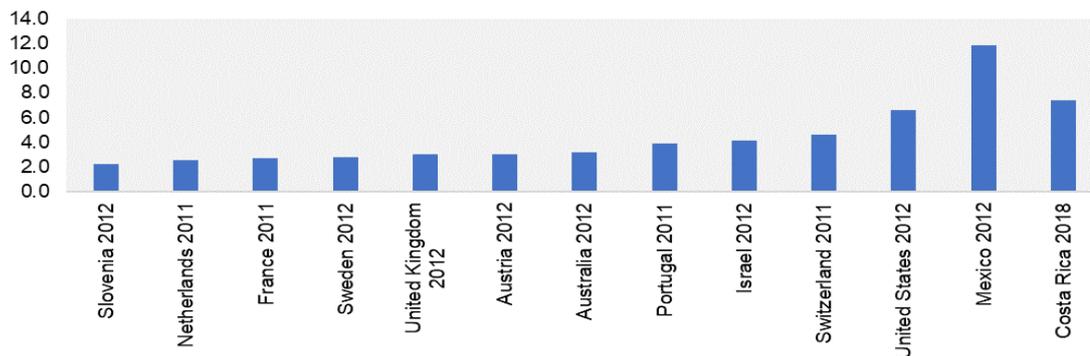
## B. Rapport entre la valeur la plus élevée et la valeur la plus basse

### 1. Revenu disponible ajusté

75. La figure 19 illustre le rapport entre la valeur du quintile supérieur et la valeur du quintile inférieur. Dans le cas du Costa Rica, le revenu disponible ajusté<sup>22</sup> des ménages les plus riches est, en moyenne, 7,4 fois plus élevé que celui des plus pauvres. Si c'est au Mexique que ce rapport est le plus important (11,8), il est ailleurs compris entre 2,3 et 6,6, respectivement en Slovénie et aux États-Unis.

<sup>22</sup> Il s'agit du revenu disponible brut plus auquel sont ajoutés les transferts sociaux en nature.

Figure 19  
**Revenu disponible ajusté. Position relative du cinquième quintile par rapport au premier quintile**



Source : Banque centrale, à partir d'informations issues de la deuxième étude du Groupe d'experts sur les disparités dans les comptes nationaux.

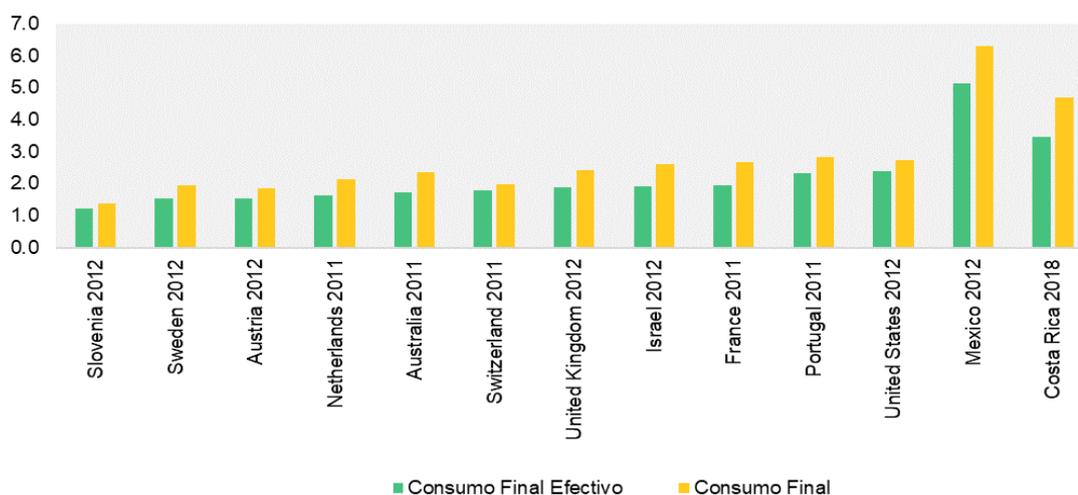
Note : Par quintile de revenu disponible équivalent.

## 2. Consommation

76. En moyenne, les dépenses de consommation finale effective (c'est-à-dire la consommation finale à laquelle on ajoute les transferts sociaux en nature) des ménages les plus riches sont entre 4,7 et 3,5 fois plus élevées que celles des plus pauvres. Cette proportion est plus forte au Mexique qu'au Costa Rica, étant donné qu'elle y est respectivement de 6,3 et de 5,1. C'est en Slovénie et en Suède que l'on trouve les rapports les plus faibles (fig. 20).

77. Une fois les transferts sociaux en nature pris en considération dans la consommation, le Costa Rica et le Mexique réduisent de plus d'un point les inégalités entre les plus riches et les plus pauvres.

Figure 20  
**Dépenses de consommation finale et consommation finale effective**  
 Position relative du quintile le plus consommateur par rapport au quintile le moins consommateur



Source : Banque centrale, à partir d'informations issues de la deuxième étude du Groupe d'experts sur les disparités dans les comptes nationaux.

Note : Par quintile de revenu disponible équivalent.

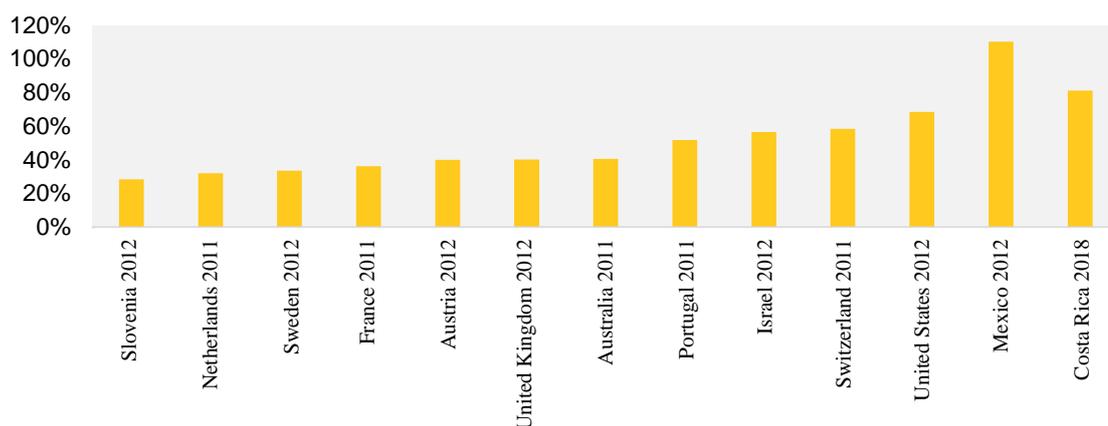
## C. Coefficient de variation

### 1. Revenu disponible ajusté

78. La figure 21 illustre les plus hauts niveaux de disparité (variations par rapport à la moyenne) concernant le revenu disponible ajusté par unité de consommation et met en évidence que la situation est très différente selon le pays. Au Mexique, le coefficient atteint 110 %, tandis que celui du Costa Rica s'élève à 81 % et celui de la Slovénie est de 28 %. Les disparités de revenus sont 3,9 fois plus importantes au Mexique qu'en Slovénie et seulement 1,4 fois plus marquées qu'au Costa Rica.

Figure 21

#### Coefficient de variation du revenu disponible ajusté



*Source* : Banque centrale, à partir d'informations issues de la deuxième étude du Groupe d'experts sur les disparités dans les comptes nationaux.

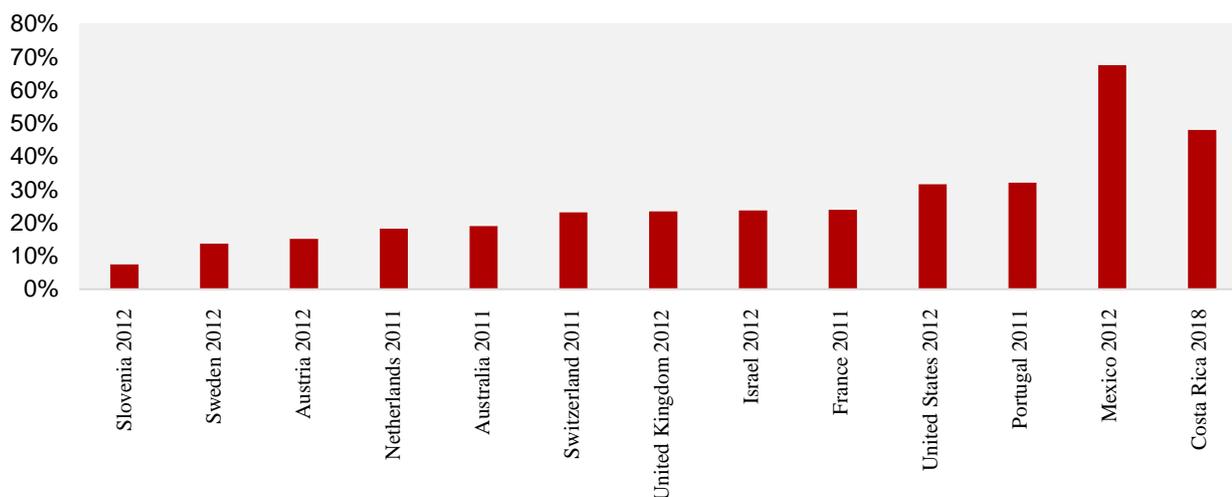
*Note* : Par quintile de revenu équivalent (calcul sur la base de données exprimées en unités de consommation).

### 2. Consommation

79. Le coefficient de variation indiquant les disparités dans la consommation finale effective<sup>23</sup> est compris, dans la majorité des pays, entre 7 % (Slovénie) et 32 % (Portugal). Alors qu'il atteint 68 % au Mexique, il est un peu plus faible au Costa Rica, où il est de 48 %. Les disparités de consommation sont 4,3 fois plus fortes au Portugal qu'en Slovénie, alors qu'elles sont respectivement 9,0 fois et 6,4 fois plus importantes au Mexique et au Costa Rica.

<sup>23</sup> Celle-ci inclut les transferts sociaux en nature.

Figure 22  
**Coefficient de variation de la consommation finale effective**



Source : Banque centrale, à partir d'informations issues de la deuxième étude du Groupe d'experts sur les disparités dans les comptes nationaux.

Note : Par quintile de revenu équivalent (calcul sur la base de données exprimées en unités de consommation).

### 3. Épargne

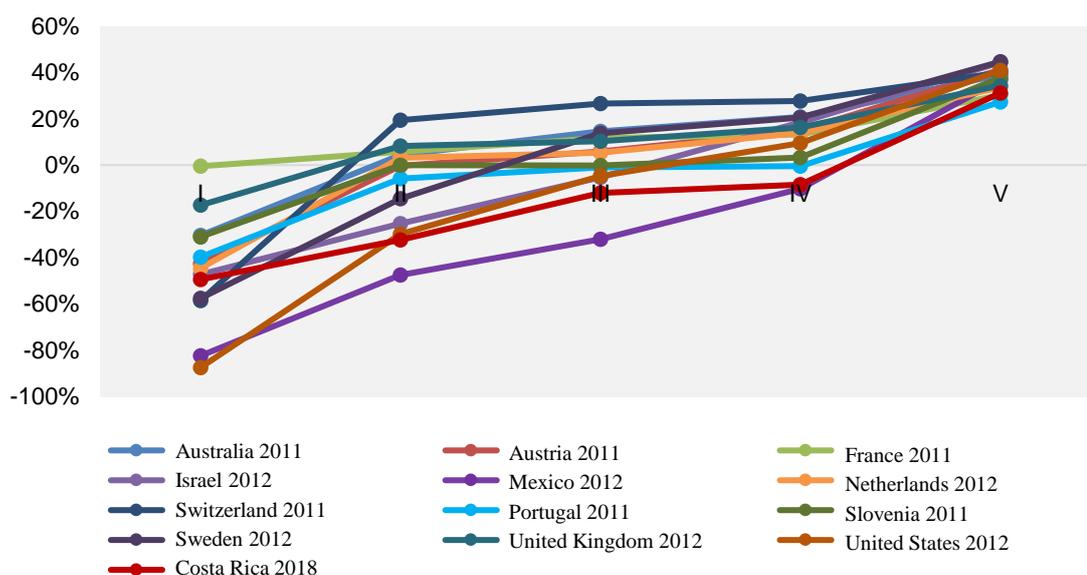
80. Pour ce qui est de la distribution de l'épargne, les différences entre les pays sont plus importantes qu'elles ne le sont pour le revenu disponible ajusté et la consommation. Dans sept des pays comparés (Australie, Autriche, France, Royaume des Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie et Suisse), seul le premier quintile de revenu affiche un taux d'épargne négatif. En Israël et aux États-Unis, les trois premiers quintiles de revenu ont un taux d'épargne négatif, tandis qu'au Mexique et au Costa Rica le taux d'épargne négatif concerne tous les quintiles, à l'exception du quintile supérieur (cinquième quintile). La France se démarque, car c'est le pays où le taux d'épargne est le moins disparate entre les quintiles (fig. 23).

81. Les taux d'épargne négatifs les plus importants se trouvent dans le premier quintile des États-Unis, du Mexique, de la Suisse et de la Suède, tandis que les quintiles supérieurs de la Suède et d'Israël enregistrent les taux d'épargne les plus élevés.

82. Au Mexique et au Costa Rica, les ménages les plus riches épargnent chaque année, en moyenne, plus de 34 % de leur revenu disponible ajusté, tandis que les autres ménages réduisent leur épargne, c'est-à-dire qu'en moyenne leur consommation annuelle est supérieure à leur revenu annuel.

83. À cet égard, il est important de préciser que si la consommation annuelle des ménages est supérieure au revenu qu'ils perçoivent au cours d'une année, cela ne veut pas nécessairement dire qu'ils s'endettent, car ils peuvent mettre à profit les actifs financiers (tels que les dépôts d'épargne) accumulés au cours des années précédentes pour financer leur consommation actuelle. De plus, qu'un quintile présente un taux d'épargne négatif ne signifie pas que tous les ménages de ce quintile ont un taux d'épargne négatif, puisqu'il s'agit d'une moyenne.

Figure 23  
Épargne en pourcentage du revenu disponible ajusté



Source : Banque centrale, à partir d'informations issues de la deuxième étude du Groupe d'experts sur les disparités dans les comptes nationaux.

Note : Par quintile de revenu équivalent.

## VI. Ventilation en fonction du sexe et de l'activité économique de la personne de référence du ménage

84. La personne de référence du ménage s'entend de la personne qui est considérée comme le chef du ménage par les autres, qui a la responsabilité de prendre les principales décisions et qui, en général, contribue le plus au ménage d'un point de vue économique.

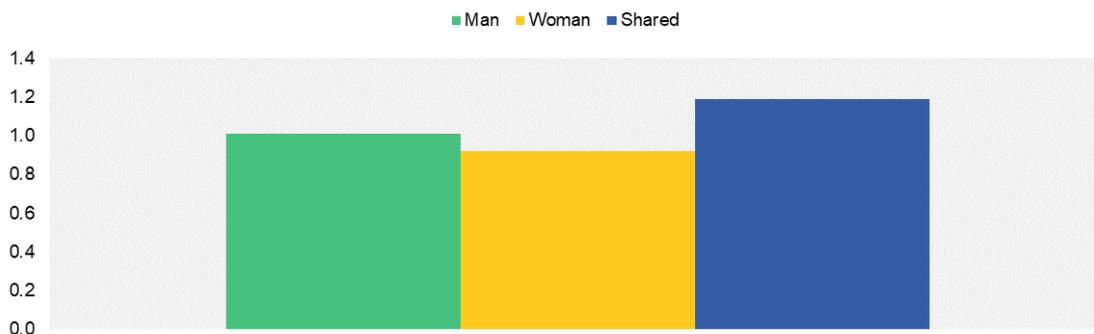
### A. Classement par groupe en fonction du sexe de la personne de référence du ménage

85. Trois groupes de ménages ont été définis : ceux dont la personne de référence est un homme, ceux où il s'agit d'une femme et ceux qui déclarent que la responsabilité est partagée. Les résultats sont calculés sur la base de données exprimées en unités de consommation.

#### 1. Revenu disponible ajusté

86. Le revenu disponible brut ajusté des ménages dirigés par un homme représentait 59 % du total, celui des ménages ayant une femme à leur tête 29 % et les 12 % restants correspondaient au revenu des ménages dont la responsabilité est partagée. Le rapport moyen de chaque groupe à la moyenne des ménages est moins inégal que la distribution par quintile de revenu (fig. 24).

Figure 24  
**Revenu disponible ajusté**  
**Position relative de chaque groupe de ménages par rapport à la moyenne**



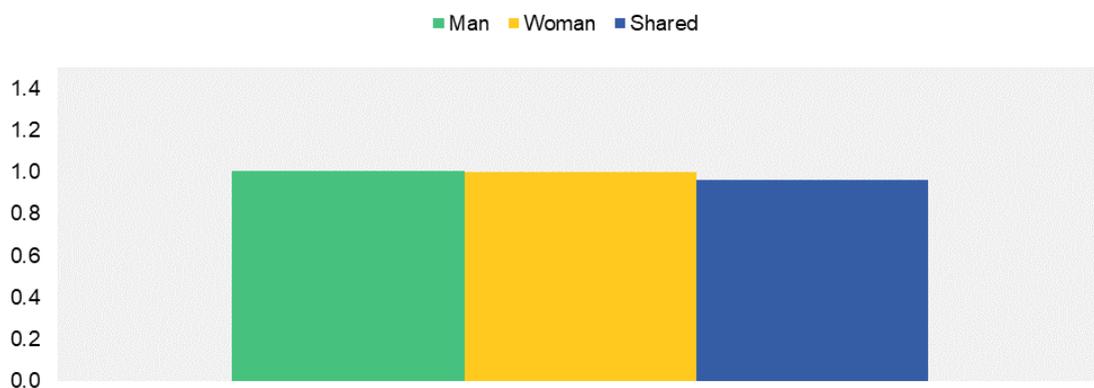
Source : Banque centrale, à partir d'informations de l'INEC.

Note : En fonction du sexe de la personne de référence du ménage.

## 2. Consommation

87. Les ménages ayant un homme à leur tête représentaient 58 % de la consommation finale effective, contre 32 % pour les ménages dirigés par une femme et 10 % pour les ménages dont la responsabilité est partagée. Il y a peu de disparités de consommation lorsque l'on compare la moyenne de chaque groupe à la moyenne de l'ensemble des ménages (fig. 25).

Figure 25  
**Consommation finale effective**  
**Position relative de chaque groupe de ménages par rapport à la moyenne**



Source : Banque centrale, à partir d'informations de l'INEC.

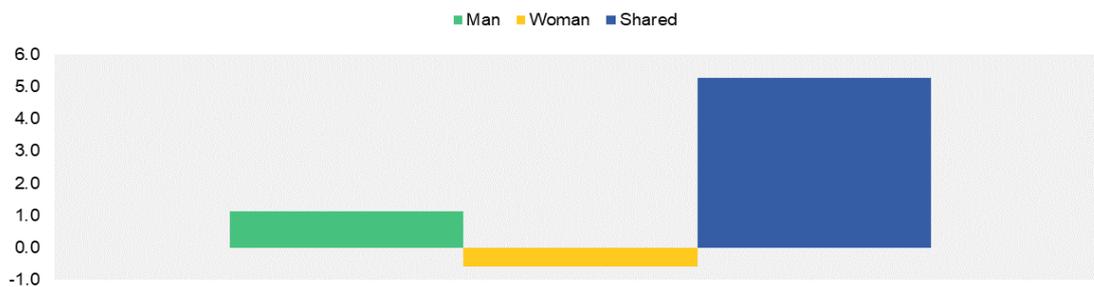
Note : En fonction du sexe de la personne de référence du ménage.

## 3. Épargne

88. En ce qui concerne la distribution de l'épargne, les inégalités observées entre les ménages en fonction du sexe de la personne de référence sont plus importantes que celles constatées dans la distribution du revenu disponible ajusté et de la consommation finale effective.

89. Les ménages dirigés par un homme ont épargné 66 % du total épargné par l'ensemble des ménages, alors que les ménages dont la responsabilité est partagée ont accumulé 54 % de l'épargne et que l'épargne des ménages dirigés par une femme était négative, s'établissant à -20 %. Cependant, le plus grand écart par rapport à la moyenne est enregistré dans le groupe des ménages dont la responsabilité est partagée, qui épargne en moyenne 5,3 fois plus que l'ensemble des ménages (fig. 26).

Figure 26

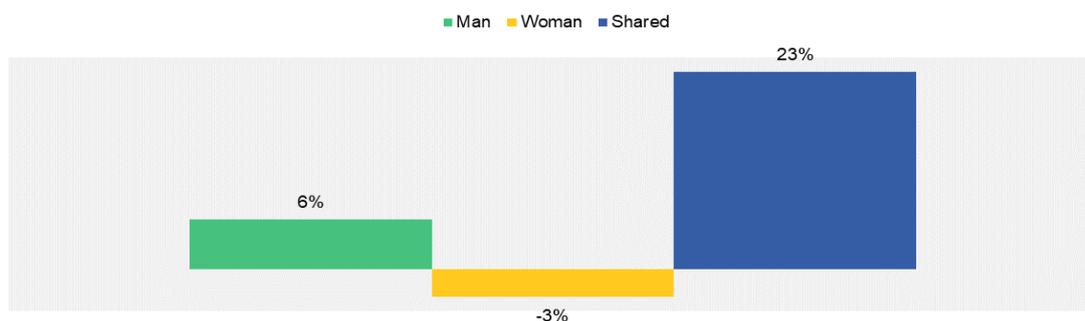
**Épargne brute****Position relative de chaque groupe de ménages par rapport à la moyenne**

Source : Banque centrale, à partir d'informations de l'INEC.

Note : En fonction du sexe de la personne de référence du ménage.

90. De la même manière, le taux d'épargne des ménages dont la responsabilité est partagée était plus élevé (23 %) que celui des ménages dirigés par un homme (6 %). Quant à celui des ménages ayant une femme à leur tête, il était négatif (-3 %) (fig. 27). Ces résultats s'expliquent par le fait que les ménages dont la responsabilité est partagée ont une plus faible propension à consommer que les ménages dirigés par un homme ou ceux dirigés par une femme, ces derniers étant les plus enclins à consommer.

Figure 27

**Épargne en pourcentage du revenu disponible ajusté**

Source : Banque centrale, à partir d'informations de l'INEC.

Note : En fonction du sexe de la personne de référence du ménage.

## B. Classement par groupe en fonction de l'activité économique de la personne de référence du ménage

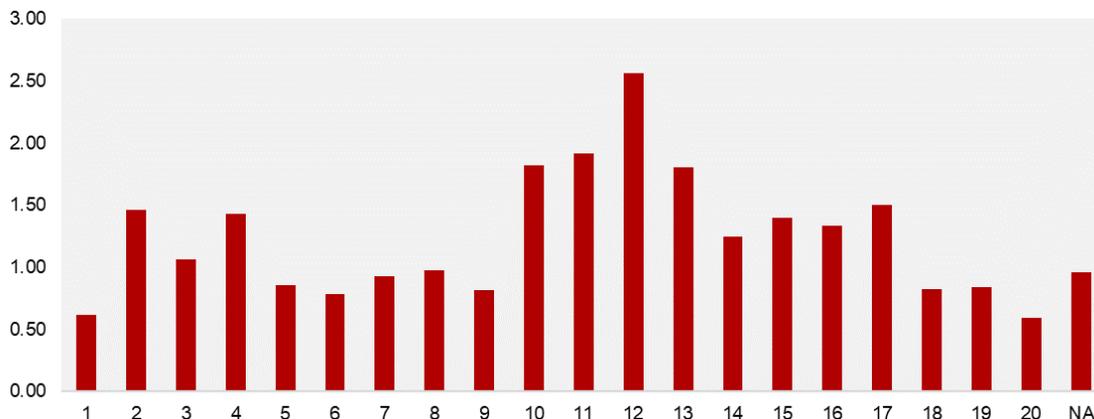
91. Le classement par groupe en fonction de l'activité économique (autrement dit selon la branche professionnelle) de la personne de référence du ménage a été effectué selon les catégories de la Classification des activités économiques au Costa Rica établie en 2011 (tableau 1). Une analyse des disparités semblable à celle effectuée pour les groupes de ménages précédents (quintile de revenu disponible ajusté et sexe de la personne de référence du ménage) a été réalisée, sur la base de données exprimée en unités de consommation.

### 1. Revenu disponible ajusté

92. En 2018, les ménages dont la personne de référence ne percevait pas de revenu du travail ont bénéficié de 29 % du revenu disponible ajusté total, tandis que ceux où la personne travaillait dans le commerce ou les réparations de véhicules automobiles, les activités de fabrication et l'agriculture ont disposé respectivement de 11 %, 8 % et 7 % de ce revenu. Toutefois, si l'on s'intéresse aux inégalités, le revenu disponible brut moyen des ménages dont la personne de référence exerçait une activité immobilière (code 12) est 2,6 fois

supérieur à la moyenne de l'ensemble des ménages, tandis que les ménages dont les personnes de référence étaient employées dans les travaux domestiques (code 20) présentent le rapport le plus faible (0,6 fois le revenu moyen) (fig. 28).

Figure 28

**Revenu disponible ajusté****Position relative de chaque groupe de ménages par rapport à la moyenne**

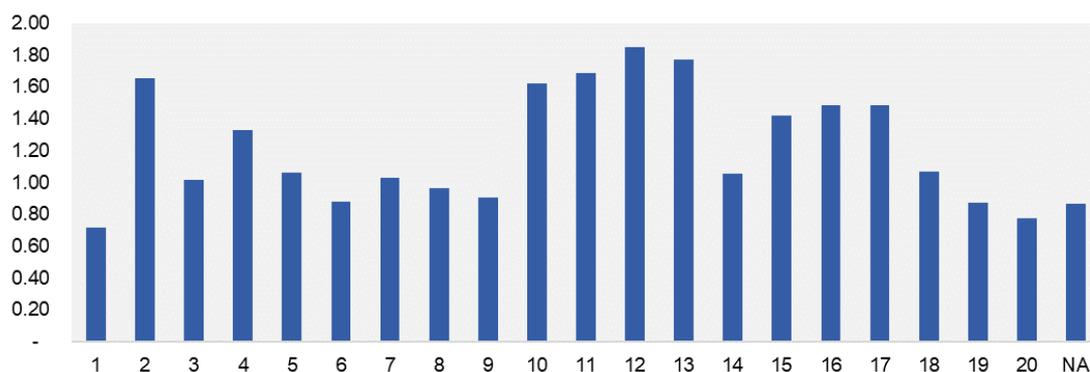
Source : Banque centrale, à partir d'informations de l'INEC.

Note : En fonction de l'activité économique de la personne de référence du ménage.

**2. Consommation**

93. La consommation finale effective des ménages dont la personne de référence ne percevait pas de revenu du travail (NA) représentait 26 % du total, contre 12 % pour ceux dont la personne de référence était employée dans le commerce ou les réparations de véhicules automobiles (code 7). Concernant les inégalités, les ménages dont la personne de référence exerçait une activité immobilière (code 12) se distinguent avec une moyenne 1,9 fois supérieure à celle du pays (fig. 29).

Figure 29

**Consommation finale effective****Position relative de chaque groupe de ménages par rapport à la moyenne**

Source : Banque centrale, à partir d'informations de l'INEC.

Note : En fonction de l'activité économique de la personne de référence du ménage.

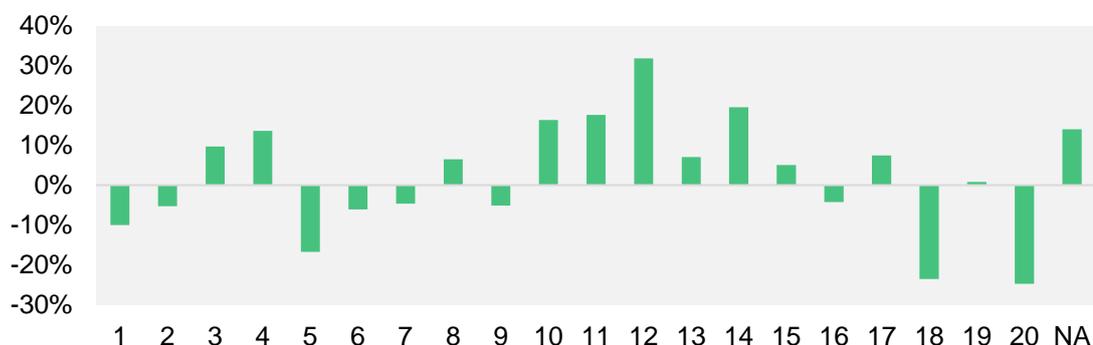
**3. Épargne**

94. Si l'on compare la distribution du revenu disponible brut ajusté et de la consommation finale effective avec celle de l'épargne, on constate que cette dernière est plus inégale (calcul sur la base de données exprimées en unités de consommation). Les ménages dont la personne de référence travaillait principalement dans l'immobilier ont le taux d'épargne le plus élevé (32 %), tandis que les ménages dont la personne de référence était employée dans les travaux

domestiques ou dans le secteur des arts et des loisirs affichent les taux d'épargne négatifs les plus importants (fig. 30).

Figure 30

### Épargne en pourcentage du revenu disponible ajusté



Source : Banque centrale, à partir d'informations de l'INEC.

Note : En fonction de l'activité économique de la personne de référence du ménage.

## VI. Principales conclusions et difficultés

### A. Conclusions

95. Enrichir les informations statistiques pour mesurer les inégalités n'est pas facile et constitue un défi, d'autant plus que le Costa Rica est l'un des pays les plus inégaux de l'OCDE (selon le coefficient de Gini). C'est pourquoi des études telles que celle sur l'adoption d'une approche distributive dans la comptabilité nationale sont essentielles pour mesurer le bien-être économique de groupes particuliers de ménages. En outre, ce type de recherche donne suite à la recommandation de la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi visant à élaborer un système statistique qui complète les mesures du PIB par des données relatives au bien-être des personnes.

96. L'observation de la distribution des revenus, de la consommation et de l'épargne des ménages à partir des comptes nationaux permet de faire le lien entre les statistiques macroéconomiques et l'analyse de la distribution effectuée au moyen d'enquêtes menées auprès des ménages. La méthode employée pour obtenir les premiers résultats de l'étude expérimentale s'inspire des recommandations du Groupe d'experts sur les disparités dans les comptes nationaux.

97. Les résultats issus des comptes distributifs de 2018 montrent des inégalités de revenu, de consommation et d'épargne entre les quintiles de revenu équivalent. Cependant, il ressort de l'analyse des effets des transferts sociaux en nature (qui concernent principalement l'éducation et la santé publiques) que ceux-ci contribuent à réduire ces inégalités. Le revenu disponible brut des ménages les plus riches est 13,1 fois plus élevé que celui des ménages les plus modestes (calcul sur la base de données exprimées en unités de consommation). Une fois les transferts sociaux en nature pris en considération (revenu disponible ajusté), ce rapport n'est plus que de 7,4. De même, la consommation finale des ménages du cinquième quintile est 4,7 fois plus forte que celle des ménages du premier quintile, mais si l'on tient compte des transferts sociaux en nature (consommation finale effective), elle n'est plus que 3,5 fois plus importante.

98. Il ressort de ce qui précède que les inégalités de revenu sont plus importantes que les disparités de consommation, ce qui se traduit par un taux d'épargne (épargne rapportée au revenu disponible ajusté) négatif pour les quatre premiers quintiles et positif pour le quintile supérieur. Les taux d'épargne négatifs sont de moins en moins importants à mesure que le revenu augmente, mais l'écart entre les quatrième et troisième quintiles est beaucoup plus faible (c'est-à-dire que ces quintiles sont assez similaires) que l'écart avec le cinquième quintile. C'est avec le quintile supérieur que l'inégalité est la plus criante, puisque l'épargne

y est 15,7 fois plus importante que l'épargne moyenne des ménages (calcul sur la base de données exprimées en unités de consommation).

99. Des pays comme Israël et les États-Unis affichent des taux d'épargne négatifs dans les trois premiers quintiles de revenu, tandis qu'au Mexique, comme au Costa Rica, le taux d'épargne est négatif dans tous les quintiles, à l'exception du quintile supérieur (cinquième quintile). La France, quant à elle, se démarque, car c'est le pays où il y a le moins d'inégalités entre les quintiles de revenu. En outre, il a été constaté qu'au Costa Rica et au Mexique les transferts sociaux en nature influent davantage sur la distribution des revenus que dans d'autres pays.

100. En ce qui concerne le classement par groupe en fonction du sexe de la personne de référence du ménage, le revenu disponible brut ajusté des ménages dirigés par un homme représentait 59 % du total, tandis que les ménages dirigés par une femme comptaient pour 29 % et que les 12 % restants correspondaient aux ménages dont la responsabilité est partagée. En revanche, le taux d'épargne de ces derniers dépasse celui des ménages dirigés par un homme (bien que ceux-ci concentrent le plus d'épargne), alors que les ménages dirigés par une femme affichent un taux d'épargne négatif. Ces résultats s'expliquent par le fait que les ménages dont la responsabilité est partagée ont une plus faible propension à consommer que les ménages dirigés par un homme ou ceux dirigés par une femme, ces derniers étant les plus enclins à consommer.

101. Le classement par groupe en fonction de l'activité économique de la personne de référence du ménage fait apparaître que le groupe qui ne percevait pas de revenu du travail<sup>24</sup> concentre 29 % du revenu disponible total ajusté et est suivi par ceux qui travaillaient dans le commerce ou les réparations de véhicules automobiles (11 %), les activités de fabrication (8 %) et l'agriculture (7 %). Le taux d'épargne le plus élevé est enregistré dans l'immobilier, le plus bas dans le secteur des services domestiques.

102. Les statistiques présentées ci-dessus proviennent d'une étude qui se poursuit et doit encore être améliorée, eu égard aux nouvelles recommandations du Groupe d'experts sur les disparités dans les comptes nationaux, et dont l'objectif est de mettre au point une méthode permettant de procéder à des comparaisons internationales. Par conséquent, la Banque centrale prendra volontiers connaissance de toutes les observations des utilisateurs concernant l'utilité des ensembles de données présentés, car celles-ci l'aideront à évaluer les effets socioéconomiques des politiques publiques.

## B. Difficultés

103. L'une des principales difficultés concerne le rapprochement entre les données issues des enquêtes menées auprès des ménages et les statistiques de comptabilité nationale. Il est primordial d'examiner les causes des lacunes actuelles pour analyser la distribution en fonction du revenu et de la consommation des ménages. En outre, certains éléments nécessaires à la comptabilité nationale ne figurent pas dans les données microéconomiques et, dans ce cas, il faut procéder à des imputations. Afin de combler les lacunes en matière de données, le Costa Rica envisage d'exploiter les registres administratifs, en plus des enquêtes menées auprès des ménages.

104. L'établissement des comptes nationaux distributifs dépend fortement de la qualité des données microéconomiques. Il importe donc que les compilations de données et les sources d'information utilisées aux fins de l'analyse distributive soient conformes aux normes de qualité relatives aux produits statistiques<sup>25</sup>. C'est pourquoi il n'est pas souhaitable que l'analyse s'appuie sur des données plus détaillées, car cela pourrait nuire à l'exactitude des résultats.

<sup>24</sup> Il s'agit des ménages dont la personne de référence n'était pas employée.

<sup>25</sup> Selon le Code costaricien de bonnes pratiques statistiques (INEC 2014), celles-ci comprennent la pertinence, la précision, la fiabilité, l'opportunité, le respect des délais, la cohérence, la comparabilité, l'accessibilité et la clarté. Consultable à l'adresse suivante : [https://inec.cr/wwwisis/documentos/INEC/Reglamentos\\_Institucionales/Codigo\\_De\\_Buenas\\_Practicas\\_Estadisticas\\_De\\_CR.pdf](https://inec.cr/wwwisis/documentos/INEC/Reglamentos_Institucionales/Codigo_De_Buenas_Practicas_Estadisticas_De_CR.pdf).

105. La Banque centrale est déterminée à poursuivre les recherches, afin que l'approche distributive du revenu, de la consommation et de l'épargne des ménages puisse être généralisée grâce à une méthode éprouvée permettant la comparaison au niveau international. En outre, elle prend des mesures pour que la richesse nette des ménages (c'est-à-dire les actifs moins le passif) soit prise en considération, conformément à la recommandation de la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi (2009). Ces mesures sont nécessaires, étant donné qu'un ménage qui dépense sa richesse en biens de consommation accroît son bien-être actuel mais aux dépens de son bien-être futur et que les conséquences de ce comportement sont retracées dans le bilan de ce ménage.

106. Il est important d'avoir une vue d'ensemble de la distribution des revenus, de la consommation, de l'épargne et de la richesse pour améliorer l'analyse des inégalités et l'efficacité de la politique monétaire sur les décisions économiques des ménages. À cet égard, un ménage à faible revenu doté d'un patrimoine supérieur à la moyenne n'est pas nécessairement plus défavorisé qu'un ménage à revenu moyen n'ayant aucun patrimoine. Les mesures évoquées sont censées rendre plus précisément compte du bien-être des personnes.

## Références

Ahnert, H., *et al.* (2020) Understanding household wealth: linking macro and micro data to produce distributional financial accounts (n° 37), Banque centrale européenne. Consultable à l'adresse suivante : <https://www.ecb.europa.eu/pub/pdf/scpsps/ecb.sps37~433920127f.en.pdf>.

Australian Bureau of Statistics, Australian National Accounts, Distribution of Household Income, Consumption and Wealth, 2009-10.

Balestra, C. et F. Oehler (2023), « Measuring the joint distribution of household income, consumption and wealth at the micro level », OECD Papers on Well-being and Inequalities, n° 11, Éditions OCDE, Paris. Consultable à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.1787/f9d85db6-en>.

Coli, A., *et al.* (2022), « Distributional national account estimates for household income and consumption: methodological issues and experimental results », Statistical working papers, OCDE et Eurostat, édition 2022.

Fesseau, M. et Mattonetti, M. (2013), « Distributional Measures Across Household Groups in a National Accounts Framework: Results from an Experimental Cross-country Exercise on Household Income, Consumption and Saving », OECD Statistics Working Papers, n° 2013/04, Éditions OCDE, Paris. Consultable à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.1787/5k3wdjqr775f-en>.

INEC (2014), Classification des activités économiques au Costa Rica (CAECR-2011), mars 2014.

(2014). Code costaricien de bonnes pratiques statistiques, juillet 2014.

(2019). Enquête nationale de 2018 sur les microentreprises familiales : résultats globaux, janvier 2019.

(2019). Enquête nationale de 2018 sur les revenus et les dépenses des ménages : résultats globaux, novembre 2019.

M. del Castillo Negrete (2023), « The distribution of income and wealth: new conceptual and methodological approaches. Synthesis », Project Documents (LC/TS.2022/234/Rev.1-LC/MEX/TS.2022/33/Rev.1), Mexico : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), 2023.

OCDE (2013), *OECD Framework for Statistics on the Distribution of Household Income, Consumption and Wealth*, Éditions OCDE. Consultable à l'adresse suivante : <http://dx.doi.org/10.1787/9789264194830-en>.

(2015), *Tous concernés : Pourquoi moins d'inégalité profite à tous*, Éditions OCDE, Paris. Consultable à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.1787/9789264235519-fr>.

(2020), « Distributional information on Household income, consumption and saving in line with national accounts – Guidelines », Version de décembre 2020. Consultable à l'adresse suivante : <https://www.oecd.org/sdd/na/OECD-EG-DNA-Guidelines.pdf>.

ONU *et al.* (2009), *Système de comptabilité nationale 2008*, Banque mondiale, Commission européenne, Fonds monétaire international, Organisation de coopération et de développement économiques, Organisation des Nations Unies.

Programme sur l'état de la nation (2022), Rapport sur l'état de la nation, n° 28 – 2022. Consultable à l'adresse suivante : [https://estadonacion.or.cr/wp-content/uploads/2022/11/PEN\\_informe\\_estado\\_nacion\\_completo\\_2022.pdf](https://estadonacion.or.cr/wp-content/uploads/2022/11/PEN_informe_estado_nacion_completo_2022.pdf).

Stiglitz, Joseph E., Amartya, Sen, Fitoussi, Jean Paul (2009), Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social, septembre 2009.

Valdés, J. (2021), *Distributional National Accounts in Costa Rica*. Banque mondiale.

Zwijnenburg, J. (2016), Further enhancing the work on household distributional data – techniques for bridging gaps between micro and macro results and nowcasting methodologies for compiling more timely results, article présenté à la conférence générale de l'International

Association for Research in Income and Wealth tenue à Dresde en 2016. Consultable à l'adresse suivante : <http://old.iariw.org/dresden/zwijnenburg.pdf>.

Zwijnenburg, J. (2022), The Use of Distributional National Accounts in Better Capturing the Top Tail of the Distribution, *The Journal of Economic Inequality*, vol. 20, p. 245 à 254 (2022). Consultable à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.1007/s10888-022-09534-w>.

Zwijnenburg, J., *et al.* (2017), « Expert Group on Disparities within a National Accounts framework Results from a 2015 exercise », OECD Working Paper, n° 76. Consultable à l'adresse suivante : [http://www.oecd.org/officialdocuments/publicdisplaydocumentpdf/?cote=STD/DOC\(2016\)10&docLanguage=En.27](http://www.oecd.org/officialdocuments/publicdisplaydocumentpdf/?cote=STD/DOC(2016)10&docLanguage=En.27).

Zwijnenburg, J., *et al.* (2021), « Distribution of household income, consumption and saving in line with national accounts: Methodology and results from the 2020 collection round », OECD Statistics Working Papers, n° 2021/01, Éditions OCDE, Paris. Consultable à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.1787/615c9eec-en>.

---